

Rédaction-Administration : 2, rue Richard-Lenoir,
93 100 Montreuil. Tél : 808.00.80 à 84. Télex :
PRENO A 211 628 F. Edité par la SPN (Société de
presse nouvelle). Directeur de publication : Alain
Bobbio. Numéro de commission paritaire : 46 722.

Imprimé par : Rotographie.
Riccobono (pour le Sud-Est).
Midi-Toulouse (pour le Sud-Ouest).

• Belgique : 18 FB • Suède : 2,25 KR • Luxem-
bourg : 15 F • Italie : 300 L • Grèce : 22 DR
• Suisse : 1 FS • Portugal : 15 ESC
• Algérie : 1,60 Dinar • Maroc : 2,10 Diram.

rouge

quotidien communiste révolutionnaire

1,80 F

Faut-il brûler
Sardou ?

UNE GIGANTESQUE DEMONSTRATION DE FORCE

Et maintenant... ?

Pour Giscard, c'est la gifle : les plus grosses manifestations depuis 1968, une grève largement suivie. Manifestement le chantage au « sabotage de l'économie nationale » ne fait plus recette. Qu'ils étaient donc têtus ces millions de travailleurs qui ont tenu à montrer qu'ils en avaient assez de ce gouvernement et de son plan d'austérité !

Ce qui frappe dans cette journée, c'est à la fois son ampleur et ses limites.

Côté pile : record de participation aux cortèges et aux débrayages, élargissement de l'unité syndicale. Le ralliement de FO, de la CFTC, de la CGC à la grève montre que le mécontentement commence à gagner des couches retardataires qui s'étaient peu mobilisées jusqu'ici.

Mais, il y a aussi le côté face : une journée coincée entre deux grands week-ends pour éviter de jouer les prolongations, une unité au sommet sur des bases floues et à la base une division réelle entre les cortèges des différents syndicats. Et surtout, une volonté de ses organisateurs de gommer son évidente portée politique : alors que la volonté d'en finir avec ce régime était générale, le PC et le PS se sont contentés de tenir des buvettes et de vendre des sandwiches le long du cortège parisien, fort peu pressés de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs pour revendiquer le gouvernement.

Après le 24, ce qui dominera chez les travailleurs c'est le souvenir de cette atmosphère de 1^{er} Mai réussi, de cette joie qui éclatait dans le cortège, et le sentiment d'avoir montré que la force du mouvement ouvrier. Mais le 25, l'éternelle question

sera sur toutes les lèvres : comment continuer ?

Séguy avertit le gouvernement et le patronat qu'ils « commettraient une lourde erreur », s'ils ne voyaient dans le 24 qu'un « dévouement général sans lendemain prévisible » et propose des négociations.

En fait, au-delà des phrases de circonstances, il n'y a pour continuer la lutte que deux voies, et les directions confédérales le savent bien :

— soit, c'est la poursuite du harcèlement et des journées d'action sectorielles, en attendant les élections de 1978. Electoralement, certains expliqueront que ce calcul peut s'avérer payant. Rien n'est moins sûr. Par contre, ce qui est sûr, du point de vue des travailleurs, c'est que cette tactique ne peut que leur faire perdre des positions et détériorer leurs conditions d'existence. Pourront-ils attendre en bricolant au jour le jour, les 20 000 sidérurgistes menacés de perdre leur emploi ? Les Lips qui risquent de perdre leurs 90 % en juin, les 200 000 jeunes qui arriveront sur le marché du travail saturé en septembre, les millions de salariés dont la paye restera verrouillée à 6,5 % ?

— Soit, c'est la mobilisation de cette force gigantesque qu'on a vue hier dans la rue pour une offensive unitaire qui en finisse avec le plan Barre. La préparation d'une grève générale prolongée est la seule voie réaliste aujourd'hui, pour tous ceux qui sentent que la classe ouvrière est assez forte pour refuser d'encaisser le plan Barre en attendant l'espoir de lendemains qui chantent.

F. L.

La CGT annonce huit millions de grévistes et deux millions et demi de manifestants

Les manifestations de rue les plus importantes depuis Mai 68

Séguy demande à rencontrer Barre

Lire pages 5 à 8



URSS

Podgorny, le chef de l'Etat, limogé du Bureau politique

Un photographe a surpris, incognito dans la foule, ces trois soviétiens qui ne distinguaient pas par la qualité de leur chapeau mou. Le premier est Podgorny, président du Présidium du soviet suprême, c'est-à-dire le chef d'Etat représentant théoriquement les organes de « souveraineté populaire ». Aujourd'hui, limogé du bureau politique du PCUS, il n'a plus aucun pouvoir. Le

deuxième personnage est Brejnev. Il n'a aucune fonction importante dans les « organes de souveraineté populaire », mais en tant que secrétaire général du parti, il est l'homme le plus puissant. Le troisième homme de la photo est Kossyguine, Premier ministre, mais tout son pouvoir, il le tient encore de son appartenance au bureau politique, le seul endroit en URSS où le vote a un

POLOGNE

Vague d'arrestations sans précédent

Lire page 2

LA LIGUE DES COMMUNISTES
DE YOUGOSLAVIE SOUTIENT
L'EUROCOMMUNISME

Lire en page 2

POLOGNE

VAGUE D'ARRESTATIONS SANS PRECEDENT

60 ouvriers d'Ursus interpellés

Un deuxième syndicat italien solidaire des victimes de la répression

Dimanche, une vague d'interpellations sans précédent s'est abattue sur les milieux oppositionnels polonais. A Ursus, on apprenait que soixante ouvriers avaient été arrêtés par la police.

On ignore tout des causes de cette arrestation, sans doute « l'agitation » y avait-elle repris, puisque dans cette usine de cinq mille ouvriers qui avait été à l'avant-garde du mouvement de juin dernier, avait circulé une pétition recueillant 1 100 signatures pour la réintégration des licenciés.

A Radom, Lodz, Varsovie et Cracovie, une trentaine d'arrestations ont frappé en majorité des étudiants et des intellectuels qui ont participé aux manifestations de protestation contre l'assassinat d'un étudiant contestataire.

La situation est extrêmement confuse. C'est au total une centaine de personnes qui ont été arrêtées depuis une semaine. Beaucoup ont été relâchées au bout des quarante-huit heures légales de garde à vue, mais le nombre de celles qui restent emprisonnées est inconnu.

Il y a actuellement, au moins neuf oppositionnels emprisonnés et inculpés de « contacts avec des organisations étrangères antipolonaises. » Il s'agit de Jacek Kuron, Miroslaw Chojecki, Jan Josef Lipski, Jan Lipinsky, Antonin Macierewicz, Piotr Naimski, tous membres du Comité de défense des ouvriers, et de Seweryn Blumsztajn, Adam Michnik et Wjciech Ostrowski, trois sympathisants du comité.

Gierek a donc décidé de réduire définitivement au silence l'opposition et la classe ouvrière, au moment où des protestations étudiantes se développaient massivement, risquant de mettre le feu à la poudrière sociale. Mais cette épreuve de force engagée par la bureaucratie est loin d'être gagnée.

Le professeur Lipinski, parlant au nom des membres du Comité encore en liberté s'est élevé contre ces arrestations, se déclarant solidaire des emprisonnés. Le comité a précisé qu'il n'avait pas l'intention de cesser ses activités et que « pour remplacer les personnes arrêtées, de nouveaux collaborateurs ne cessent de se présenter. »

D'autre part, en Italie, après la FIOM-CGIL, c'est au tour du plus gros syndicat de la métallurgie, la FLM, de prendre position contre les arrestations. « La FLM s'adresse particulièrement aux syndicats polonais pour manifester sa protestation et pour demander d'œuvrer à la libération des détenus et à la réembauche des travailleurs licenciés. »

On attend toujours une prise de position du mouvement ouvrier français.

Sacha Blumkine

CONTRE LES MASSACRES EN ETHIOPIE

Rassemblement aujourd'hui devant l'ambassade

Les 29 et 30 avril, plusieurs centaines d'étudiants étaient sommairement exécutés à l'université d'Addis-Abeba, sous le simple prétexte qu'ils exprimaient leur critique à l'égard du pouvoir militaire (le DERG). Quotidiennement, la presse gouvernementale rapporte des bilans qui s'élèvent en moyenne à deux cents morts.

C'est le même DERG qui derrière une phraséologie socialisante organise des pogromes contre différentes nationalités opprimées et notamment contre le peuple Erythréen. Il prépare actuellement une marche sur l'Erythrée comme celle de l'an dernier qui s'était soldée par un échec en enrôlant des chômeurs, des anciens combattants ou des paysans.

C'est pour dénoncer ce règne de terreur, exiger l'arrêt du génocide en Erythrée, réclamer la libération des prisonniers politiques et la reconnaissance des organisations démocratiques bannies (comme la CELU-confédération des syndicats), que l'Union des étudiants éthiopiens en France appelle aujourd'hui à manifester devant l'ambassade d'Ethiopie (cf. son appel dans Rouge du 23 mai).

Ce rassemblement aura lieu à 16 h au 35 avenue Charles-Floquet, Paris VII (métro: Motte-Piquet). Par ailleurs une série d'organisations ont publié un document dans lequel elles dénoncent, elles aussi, la situation sanguinaire qui

prévaut en Ethiopie. Il s'agit des organisations suivantes: UEIF (Iran), UNEECI (Côte d'Ivoire), UETF (Turquie), OESF (Somalie), UEG (Guyane), CPROPV, UCFML, PSU, PCRML, OCT, ADEPEF (Pérou). La LCR, pour sa part, comme ces organisations, soutient le rassemblement, quand bien même elle n'est pas signataire du document commun.

Nous avons dans Rouge du 5 mai fait connaître la dénonciation que le bureau politique de la LCR faisait des assassinats d'Addis-Abeba et l'appréciation qui portait sur la situation politique. Des différences de caractérisation sur la nature du régime (cf. « Inprecor » du 26 mai 1977) avec des signataires du texte ne nous ont pas permis d'aboutir à un texte ensemble. Notre solidarité avec les victimes de la répression du DERG n'en demeure pas moins entière de même que l'unité d'action avec toutes les forces qui dénoncent les menées bestiales du DERG.

STRASBOURG Meeting Espagne

Jeudi soir, à 20 h 30 aura lieu à Strasbourg, un meeting de solidarité avec la lutte du peuple basque, organisé par le comité de soutien avec les peuples d'Espagne, soutenu par la LCR, l'OCT et le MCE.

YOUGOSLAVIE

La Ligue des communistes solidaire de l'eurocommunisme

C'est au cours de la dernière session du comité central de la Ligue des communistes yougoslave, réunie à l'occasion du 85^e anni-

versaire du maréchal Tito, que fut affirmé, pour la première fois, le soutien complet à l'eurocommunisme.

« L'eurocommunisme est une nécessité de notre temps. Nous avons lutté pour ce droit. Certains ont pu penser que nous luttons pour une sorte de communisme national, mais ce n'est pas le cas. L'étape actuelle du développement a besoin d'une telle évolution », a déclaré Bakaric, un membre de la présidence. « Faire partie du bloc soviétique ne peut qu'intensifier la confrontation entre les blocs et diminuer les perspectives de réussite dans son propre pays. Cela diminue les perspectives, parce que ça n'est pas une politique nationale, aussi le parti qui mène cette politique ne peut-il apparaître comme la force fondamentale de la nation. »

Cette prise de position, la

première qui soit aussi nette, n'est que l'aboutissement logique de la politique d'indépendance du PC yougoslave. Elle n'en est pas moins extrêmement importante. Pour la première fois, en effet, un PC au pouvoir prend position publiquement pour les eurocommunistes, ce qui ne manquera pas d'accroître encore les « problèmes » au sein du mouvement communiste international. Il est toutefois remarquable que l'argumentation de Bakaric mêle à la fois une volonté d'indépendance vis-à-vis du « bloc soviétique » à des considérations tactiques « nationales » pour les PC.

Après la visite à Belgrade de l'envoyé spécial de Carter, qui a amélioré les relations entre la Yougoslavie et les USA, à quelques semaines de la conférence de Belgrade, cette prise de position eurocommuniste vise une nouvelle fois à affirmer l'autonomie politique de la direction yougoslave. Cependant, elle risque de changer le rapport de force entre les eurocommunistes et les soviétiques. Il ne faudra pourtant pas plus compter sur la Yougoslavie que sur les eurocommunistes pour apporter un soutien concret aux mouvements pour les droits démocratiques en Europe de l'Est.

AUTRICHE

Première rencontre nationale des groupes et centres de femmes

Environ 350 femmes venues de toute l'Autriche ont assisté à la première réunion nationale des femmes qui s'est tenue à Vienne les 14 et 15 mai. Des femmes rassemblées par la conscience de leur oppression spécifique et qui, dans leur grande majorité sont militantes du centre de femmes de Vienne et des groupes femmes autonomes de Graz, Innsbruck, Linz et Salzbourg. Y participèrent aussi des militantes d'organisations politiques de gauche et d'extrême gauche.

Au cours de cette réunion, différents thèmes ont été abordés: l'activité des différents groupes, la situation professionnelle des femmes en Autriche, la bataille de l'avortement (en Autriche il est possible d'avorter pendant les trois premiers mois de grossesse, à condition que l'avortement soit pratiqué par un médecin). Bien que l'avortement ne soit plus interdit, il demeure pour les femmes une épreuve coûteuse et pénible, vu les méthodes en usage. En effet, l'avortement n'est pratiqué que dans peu d'hôpitaux et, dans les districts les moins urbains, les

femmes sont dépendantes du bon vouloir et des préjugés moraux de leurs médecins, de leurs « scrupules de conscience » que, bien souvent, ne peuvent adoucir que de fortes sommes d'argent. Les participantes à la réunion nationale ont voté une résolution dans laquelle elles revendiquent la liberté totale de l'avortement, pratiqué dans tous les hôpitaux et remboursé par la Sécurité sociale.

Une autre résolution fut votée contre le licenciement de 65 femmes dans le centre industriel de Steyr, dans le nord de l'Autriche, exigeant leur réembauche immédiate. Depuis deux ans, la composition sociale des groupes femmes change, davantage de femmes travailleuses y participent; néanmoins, les groupes n'ont pas encore une orientation claire concernant les luttes que les femmes peuvent mener sur leurs lieux de travail pour l'amélioration de leurs conditions de travail et de leurs salaires, les luttes qu'elles peuvent développer contre de tels licenciements. Il n'existe pas d'expériences de luttes de femmes en Autriche et ce problème commence seulement à être posé aujourd'hui (les femmes doivent-

elles entrer dans les syndicats existants ou construire leurs propres syndicats ?)

Plusieurs groupes de travail ont abordé les thèmes suivants: mouvement des femmes et extrême gauche, problème des lesbiennes, du salaire ménager, violence contre les femmes, maternité, femmes et mass media, femmes à l'université.

Des discussions et des oppositions sont apparues quant à la définition des objectifs des groupes femmes et du rôle que peuvent jouer aujourd'hui ces groupes dans la lutte pour la libération des femmes. La question posée était la suivante: comment peut s'effectuer le lien entre le désir des femmes qui sont dans les groupes de résoudre d'abord leurs propres problèmes, de partir d'elles-mêmes, de leurs préoccupations, et la volonté de contribuer au changement de la situation des femmes qui ne sont absolument pas en position de faire quelque chose pour elles-mêmes? C'est ainsi par exemple, qu'il y a très peu de femmes qui ont des enfants dans les groupes tout simplement parce qu'elles n'ont personne pour les garder. Cette rencontre nationale est un témoignage vivant de l'existence du mouvement des femmes en Autriche et a été l'amorce d'un débat sur les questions fondamentales qui ne manqueront pas de se poursuivre et de s'intensifier.

Vera (Salzbourg)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Il semble que les autorités tchécoslovaques réussissent à décaper le mouvement de la Charte 77. Les principaux signataires mis au chômage seraient progressivement disséminés en province par le biais d'offres d'emplois et de mutations. Quant à ceux qui ne trouvent plus de travail, ils pourraient suivre l'exemple de Zdenek Mlynar qui serait contraint à émigrer prochainement. D'autres pourraient suivre comme Milan Huebl, ancien recteur de l'école de cadres du parti qui s'est vu offrir un emploi à l'institut Gramsci par le PCI.

ITALIE Provocation

contre « Canal 96 »

Les flics italiens continuent leur offensive contre les radios libres dans tout le pays. Hier, ils ont fait irruption au domicile du directeur de Canal 96, une des principales antennes libres de Milan (animée entre autre par des militants de Avanguardia Operaia et de la IV^e Internationale). Ils étaient munis d'un mandat pour rechercher des armes.

N'ayant rien trouvé chez lui, les flics se sont rendus au local de la radio. Plusieurs dizaines de flics ont perquisitionné les locaux. Immédiatement la mobilisation s'est développée pour exiger la liberté de l'information.

Ce sera le vendredi 3 juin, à partir de 18 h, jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Ce sera à la salle de la Mutualité (métro Maubert)

6 HEURES POUR L'ESPAGNE ROUGE

Plusieurs militants de la LCR, de l'OIC (Organisation de la gauche communiste) et d'Accion comunista qui ont formé des listes électorales communes (Front pour l'unité des travailleurs) participeront aux forums et au meeting.

5 forums de discussion sont prévus:

- sur la situation politique;
- sur les luttes ouvrières;
- sur la lutte des femmes;
- sur la question nationale;
- sur les problèmes de l'émigration.

SAHARA OCCIDENTAL

LE POLISARIO DEMANDE
A LA GAUCHE FRANÇAISE
DE CHOISIR SON CAMP

« En prenant des positions irresponsables sur le Sahara, la Gauche, qui demain prendra peut-être la direction des affaires en France, notamment le Parti socialiste, s'expose à des difficultés très graves en Méditerranée ». Il semblerait que cette avertissement du chien de garde de la monarchie marocaine, *Abderrahim Bouabib*, premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires, ministre d'Etat sans portefeuille du gouvernement marocain, fait à la suite de l'attaque de Zérouate par le Polisario le 1er Mai dernier, soit entendu par la Gauche française.

Si ce n'est pas encore tout à fait le cas (en particulier pour le PC), la délégation de la Gauche unie a brillé par son absence lors de la commémoration, dans la région de Tindouf, du 4^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée au Sahara.

Lors d'une conférence de presse donnée à cette occasion par le chef du gouvernement sahraoui, *M. Lamine*, celui-ci a répondu sèchement à la question d'un journaliste à ce sujet : « Nous pensons que les forces démocratiques françaises devraient faire plutôt pression sur le gouvernement français et non sur nous si elles croient réellement à la justice de notre cause. Nous les traiterons en fonction de leur appui et de leur soutien à cette cause... La gauche française, qui ne peut pas nous aider militairement, peut nous appuyer politiquement. Sa responsabilité dans ce cas est importante, voire historique ».

Le premier ministre sahraoui a déclaré qu'aucune indication concernant les prisonniers, y compris ceux de Zouérate, ne sera donnée, tant que les autorités de Nouakchott n'auront pas fait évacuer leurs troupes du Sahara occidental et ne fourniront pas « la liste des prisonniers sahraouis qu'elles détiennent ». *M. Lamine* a précisé qu'il considérait les

6 français disparus comme des **mercenaires**.

Répondant à la question de savoir si le Polisario les considérait comme enjeu politique dans l'échange des prisonniers, il a répondu : « Pour nous, la Mauritanie est un satellite de la France ».

Au bout d'un certain temps, apparemment excédé par l'insistance des journalistes français, *M. Lamine* a déclaré : « Je regrette que l'on ne parle que de quelques prisonniers au lieu de parler de tout un peuple en lutte pour son indépendance. Je trouve que c'est perdre du temps ».

Pour célébrer l'anniversaire du 20 mai, ce sont donc près d'un millier de combattants sahraouis qui ont défilé à bord d'une centaine de Land Rover et de GMC équipés de mitrailleuses, de mortiers ou de canons marocains.

Outre la présence de délégations d'Algérie, de Libye, de Corée du Nord, de Madagascar, du Bénin, de Guinée-Bissau, Cuba, l'OLP qui s'était jusqu'au présent abstenue s'est fait remarquer par sa présence.

Quant à la LCR, une déclaration était envoyée aux camarades sahraouis où elle soulignait l'importance de la solidarité à la lutte du peuple sahraoui en Europe et dans l'Occident arabe.

Hugo Vega

MAROC

Deux Français arrêtés

Les comités de lutte contre la répression au Maroc confirment l'arrestation par la police marocaine, le jeudi 19 mai, de deux enseignants français coopérants civils, l'un à Rabat, l'autre à El Jadida où une française s'est vue le même jour retirer son passeport.

L'AGE, association qui regroupe les enseignants SGEN-CFDT au

Marco est déjà intervenue auprès de l'ambassade de France. Les comités de lutte contre la répression au Maroc rappellent que ce n'est pas la première fois que la répression politique s'abat ainsi sur des coopérants français : depuis 1972, 5 au moins ont été arrêtés et expulsés, d'autres privés de leurs passeports et un certain nombre ont fait l'objet de résiliations arbitraires.

NANCY

La démocratie syndicale au cœur du Congrès de l'UNEF

LES ETUDIANTS DU CERES
QUITTE LA DIRECTION

Du jeudi 19 au dimanche 22 mai, s'est tenu à Nancy le congrès nationale de l'UNEF-ex Renouveau, animée en particulier par les étudiants de l'Union des étudiants communistes (UEC) et à laquelle participent des membres de la minorité du Parti socialiste, le CERES.

L'UNEF revendique 55 000 cartes, chiffre largement gonflé comme le prouvent les 36 026 voix qu'elle a rassemblées lors des

dernières élections aux œuvres universitaires (CROUS). La réalité se situerait autour de 10 000 adhérents. Réunissant 5 à 6 000 délégués, ce congrès fut sur sa fin agité, parfois tendu et la démocratie y était plus formelle que réelle. C'est d'ailleurs en invoquant cette dernière raison que les militants du CERES, créant ainsi le principal incident, refusèrent de participer au nouveau bureau national du syndicat.

Malgré la conclusion de Jean-Luc Mano, réélu président, selon laquelle « le congrès de l'UNEF, c'est le congrès de la démocratie syndicale », la réalité fut bien différente. Peut-on en effet considérer comme démocratique l'invalidation de délégués parce qu'ils ne partageaient pas les positions du bureau national (Rouge du 18 et 21 mai) ; le tri des inscriptions par des membres du bureau de congrès ; la possibilité pour le président de séance d'interrompre, en leur « coupant la sono », les intervenants de la salle ; ces votes sur des centaines d'amendements, sans débat réel, sans que les délégués puissent réellement apprécier les divergences ?

Curieuse démocratie
syndicale

Comment qualifier le procédé utilisé par le président de séance quand trois positions différentes étaient en présence pour un vote : faire d'abord voter « contre » la position qu'il voulait éliminer ? Que dire quand, lorsque l'assemblée ne se déterminait pas à une forte majorité pour la position du bureau national, il faisait recommencer le vote ? N'était-elle pas significative cette réflexion de Jean-Luc Mano, en aparté à un membre du CERES qui protestait contre le fait qu'Etienne Andreux, secrétaire général de l'UNEF, puisse intervenir quand il le voulait dans la discussion : « Est-ce qu'au congrès du PC ou du PS, Marchais ou Mitterrand s'inscrivent pour intervenir ? ».

Après la discussion du rapport d'activité, les délégations étrangères saluèrent le congrès. De nombreux sifflets accueillirent celles des pays de l'Est. Un délégué demanda même qu'on rajoute dans la déclaration internationale le soutien aux manifestations des étudiants polonais. Ce fut refusé sans vote, bien que l'UNEF ait pris position à ce congrès pour le respect des libertés démocratiques dans les pays de l'Est.

L'unité syndicale

Parmi les organisations syndicales invitées, seule la CFDT ne fit pas d'intervention. Le Mouvement d'action syndicale étudiant quant à lui n'était pas invité. La représentation de la FEN souligna que « l'unité du mouvement syndical étudiant est plus que jamais nécessaire » et se prononça « pour une réunification sincère du mouvement étudiant ». Quant à la CGT, elle se félicita que l'UNEF ait bien changé depuis « mai 68 où la direction de l'UNEF de l'époque voulait dicter sa conduite au mouvement ouvrier ». Le SNESup affirma sa volonté de renforcer ses liens avec l'UNEF, constatant que « le MAS n'existait plus en tant que mouvement syndical ».

Ce fut ensuite au tour du rapport d'orientation d'Etienne Andreux. Il souligna que l'UNEF « continuerait à défendre les intérêts des étudiants » et que si elle

soutenait le Programme commun, « nous ne serions jamais les propagandistes d'un quelconque ministre de l'Education nationale ». Il ajouta néanmoins, dans la foulée, que « tout le monde devra faire preuve de responsabilité ». Il appela à la manifestation d'hier mardi en déclarant « le 24 dans la rue, le 25 on continue »,... par « une campagne nationale de pétition ! »

Les batailles du CERES

Il y eut pourtant de nombreuses fausses notes, comme l'illustre cette intervention d'un délégué étudiant étranger de l'université Paris 7, déclarant : « nous ne sommes pas disposés à être cette force d'appoint dont on sollicite les voix pour les élections et qu'on abandonne à leur triste sort le restant de l'année. Nous ne voulons pas être les mercenaires de l'UNEF aux élections, payés en belles promesses rarement tenues. »

Mais, surtout, les étudiants proches du CERES menèrent de nombreuses batailles d'amendements : sur l'oppression spécifique des femmes, contre le triomphalisme du bilan, pour dire explicitement que le syndicat avait reculé aux élections, pour une critique explicite des concours et un autre système de formation des maîtres, pour une allocation d'études pour tous, pour une plus grande démocratie dans l'UNEF et un moins grand centralisme, pour une attitude différente enfin par rapport à un gouvernement d'Union de la

gauche. Ils proposèrent notamment un amendement stipulant que « les étudiants ont acquis cette certitude par leur expérience : la lutte est nécessaire, elle est l'unique moyen pour obtenir satisfaction. »

Mais, chaque fois, ils se heurtèrent à une marée de bras levés pour soutenir l'orientation du bureau national. Les divergences se cristallisèrent sur la question de l'élection du bureau national. La sensibilité majoritaire du congrès ayant décidé qu'il n'y avait pas de sensibilités différentes à l'UNEF, le critère de l'existence de différents courants n'avait pas été retenu par la commission des candidatures pour établir la liste du bureau national. Elle en avait donc éliminé les militants proches du CERES, sauf 3 sur 31 membres. Dans une ambiance soudain dramatisée, les étudiants du CERES retirèrent alors leurs candidatures arguant « de la nécessité que dans les structures de l'UNEF soit représentée la diversité des opinions syndicales », et soulignant qu'il y avait eu « des attitudes inadmissibles, que souvent le débat réel avait été évacué, qu'à l'UNEF, il y a les textes d'une part, la pratique d'autre part. »

Les trois membres du CERES retenus par la commission des candidatures furent néanmoins élus mais démissionnèrent immédiatement. Il n'y aura donc plus de représentants de ce courant à la direction alors qu'il y en avait quatre précédemment. Toute la question est maintenant de savoir si le CERES ne se contentera pas d'un rôle d'opposition dans les congrès...

H. François

La mort de Mireille Bressolles

Le comité
de soutien continue

Une manifestation silencieuse aujourd'hui à Auxerre, une intervention lors de la manifestation intersyndicale hier, le projet de constitution d'une association reconnue, susceptible de porter plainte contre le préfet pour non assistance à personne en danger : à Auxerre, ils sont nombreux aujourd'hui à vouloir continuer le combat de Mireille Bressolles, morte vendredi des suites d'une grève de la faim de soixante-sept jours.

La CGT avait exprimé dès samedi une curieuse position. Tout en marquant la responsabilité des pouvoirs publics, elle avait choisi de dénoncer l'action du comité de soutien « composé d'individualités dont l'action n'a pas permis à la CGT d'orienter cette lutte de façon responsable et crédible ». Elle ajoutait : « Cela a permis aux autorités administratives d'attermoyer dangereusement, créant ainsi l'irréversible. »

Une déclaration qui a immédiatement provoqué de nombreux remous au sein des syndicats locaux. Etait-ce le premier indice d'une position modifiée ? Lundi soir, la CGT faisait excuser son absence à une réunion convoquée par le comité de soutien.

Contre l'étouffement officiel, contre le silence d'une grande partie des organes de presse, celui-ci a en effet décidé de continuer sa tâche. Pour obtenir la réouverture d'un dossier qui ne fut jamais clair, pour préciser et dénoncer les responsabilités. « La lutte pour la justice et la défense des libertés, indiquait-il, n'a nul besoin ni de héros, ni de martyr. Mireille ne voulait être ni l'un ni l'autre. Elle était simplement, de ceux que l'injustice indignée, révolte et qui ne peuvent vivre sans se battre contre elle. » La lettre ouverte que nous publions ci-dessous, écrite par Mireille quelques jours avant son entrée à l'hôpital, en témoigne.

inprecor

Dans ses derniers numéros, INPRECOR a notamment publié des études sur :

- l'Italie (L. Maitan)
- l'« Eurocommunisme » (E. Mandel)
- les discussions SALT (J. Hansen)
- la situation politique dans le sous-continent indien, ainsi que des inédits de Trotsky et des lettres de Plouchitch, Grigorenko, etc.

abonnez-vous !

France : 80 FF
Un an, 25 numéros : Belgique : 650 FB
Suisse : 45 FS

Découper ce talon d'abonnement et l'adresser, accompagné d'un chèque, libellé au nom de Pascal HENRI, à INPRECOR, BP 135, 95 103 Argenteuil Cedex-France

Je souscris un abonnement d'un an à INPRECOR

Nom Prénom

Adresse

Le dernier numéro d'« Inprecor » vient de paraître. Au sommaire :

- France : veillée d'armes électorales pour 1978.
- Mouvement des femmes et lutte de classes.
- Vers la guerre civile en Ethiopie.
- Un texte inédit de Piotr Grigorenko.
- Et des articles sur l'Espagne, Panama, etc.

EDF contre les auto-réductions des factures d'électricité

Nous publions ci-contre un document montrant qu'EDF prend au sérieux le risque de développement de la campagne d'autoréduction des factures d'électricité de 15 %.

Ce pourcentage correspond à l'augmentation décidée en mars 1976, due essentiellement aux investissements du programme électronucléaire. Comme le déclarait Maurice Boiteux, administrateur général d'EDF dans une interview au « Monde », le 23 mars : « La hausse des tarifs reste la meilleure solution pour permettre à l'EDF de financer ses investissements. »



La campagne 15%

Les premiers jalons de la campagne actuelle avaient été posés en janvier 1975 par le mouvement Pollution-non, qui lançait le « 6 % solaire » correspondant à la dernière hausse des tarifs et alliant à un organisme de développement des techniques douces. L'opération dura jusqu'en mars 1976 et fut marquée par le procès en tribunal d'instance de deux « autoréducteurs », Patric Lusson à Toulouse, et Claude Lorenzo à Besançon. L'initiative était nouvelle et hardie, et peu de groupes se constituèrent.

Après mars 1976, date de la nouvelle augmentation de tarifs EDF, le mouvement 15 % est lancé. Des groupes se constituent, à Toulouse, Besançon, Grenoble, etc. Aux assises contre Super-Phénix, à Morestel, les 19 et 20 février 1977, un appel national est lancé avec une brochure faisant l'historique du mouvement et donnant des conseils pratiques et juridiques (1). Sans être spectaculaire, le rythme de constitution des comités a permis la tenue d'une première coordination nationale, les 16 et 17 avril 1977, regroupant une quarantaine de comités. Aujourd'hui, il doit y avoir en France 1 500 à 2 000 compteurs « autoréduits » dans une trentaine de villes.

L'articulation du mouvement d'autoréduction à la lutte contre Super-Phénix lui donne de meilleures chances de développement. En retour, elle peut permettre à la lutte autour du chantier de Malville de dépasser le cadre local et de prendre une dimension de masse.

Mais, pour cela, les contacts doivent être pris avec les organisations syndicales et le mouvement ouvrier. Aujourd'hui, ces contacts restent limités. Le mouvement s'assi-

mile plutôt à un boycott de consommateurs. Ainsi, on peut lire dans l'appel national : « Plus de sucettes aux colorants, plus d'électricité au nucléaire, voilà le mot d'ordre. »

Peut-on se battre contre EDF essentiellement en tant que « contribuables » ou que « clients » tel est le débat qu'il faut poser.

D'autre part, le 15 % doit-il s'accompagner d'une attitude d'économie d'énergie, comme le suggère la brochure : « Il suffit de refuser les gadgets électriques et les usages non spécifiques, chauffage surtout, de l'électricité. » Se chauffer au charbon ? De telles initiatives ont une efficacité limitée, car leur poids économique reste très marginal. En outre, elles sont ambiguës en regard à la politique gouvernementale d'austérité.

Le caractère collectif est essentiel pour la résistance juridique et politique à EDF. C'est sur ce point que les groupes ont le plus avancé en mettant au point toute une tactique de harcèlement : démonstrations aux sièges EDF et contre-information au personnel. Dans ce cadre, il peut y avoir contact avec les sections syndicales.

Madeleine Verdi

(1) Numéro spécial de l'« Apre-Hebdo », 235, 4 F. Pour tout renseignement ou commande de matériel : coordination nationale 15 %, 3, rue Danton, 31400, Toulouse

• Projection du film de la CFTD, « Condamnés à réussir », sur les conditions de travail des travailleurs du centre de La Hague.
— A Montron, jeudi 26 mai, salle de la mairie, 20 h 30.
— A Périgueux, vendredi 27, bourse du travail, 20 h 30.
UL-CFTD, CFTD-santé-sociaux, comité d'information sur le danger nucléaire.

DOCUMENT

Projet de lettre d'avertissement envoyée aux « auto-réducteurs »

(...) Vous affirmez en premier lieu que l'indus nucléaire entrainera un accroissement de la radioactivité nocive pour les travailleurs et la population. Permettez-nous de vous rappeler que la radioactivité est un phénomène naturel universellement répandu, dont les variations, notamment en fonction de l'altitude et de la composition du sol, sont des centaines de fois supérieures à celles qui interviennent dans son environnement immédiat. Il n'est donc pas surprenant qu'aucun effet néfaste n'ait pu, depuis une vingtaine d'années, que fonctionnent des centrales nucléaires, être décelé ni sur les travailleurs ni sur les populations habitant à proximité.

Quant aux accidents, nous nous simplement qu'aucun décès dû à la radioactivité n'a heureusement été déploré dans les quelques deux cents centrales en fonctionnement dans le monde.

Nous signalerons que personne plus qu'EDF n'a intérêt à ce que soit utilisée une technique sûre, car il ne faut pas oublier que ce sont nos agents qui font fonctionner les centrales et que leurs familles vivent dans le voisinage immédiat.

(...) Vous indiquez parmi les arguments qui motivent votre opposition que vous craignez que « l'atome pacifique » n'entraîne une dissémination des armements nucléaires. Peut-on croire un instant qu'il suffirait de renoncer à l'utilisation pacifique de l'atome pour résoudre le problème de la prolifération des armes nucléaires ?

(...) Dans la mesure où vous avez consommé effectivement les kWh qui vous ont été facturés, il n'y a aucune raison qu'une ristourne vous soit consentie au titre d'un désaccord avec la politique énergétique des pouvoirs publics. Nous vous invitons donc à acquiescer entièrement la facture qui vous a été adressée, pour éviter la suspension des fournitures, à laquelle nous serions obligés de procéder dans le cas contraire à partir du (...)

• EDF est très attentif à tous les phénomènes de « contestation ». Il a même embauché des psychiatres et des psychologues pour étudier un comportement qu'il voudrait faire passer pour une nouvelle maladie mentale : l'opposition aux centrales nucléaires. Nos lecteurs jugeront du ton paternaliste employé dans cette lettre d'avertissement envoyée aux « autoréducteurs ».

Quant au contenu, rappelons simplement que rien qu'au centre de La Hague, deux cas de leucémie ont été reconnus maladie professionnelle. Quant aux accidents, un index des principaux accidents a été établi par la revue Ecologie. L'un des plus spectaculaires fut le feu de sodium de la centrale surrégénérative de Sevcenko, en URSS.

Le joueur de flûte et l'agent

4 623

Il jouait de la flûte dans les couloirs du métro Nation. Pas pour faire la manche, pour son plaisir, en marchant. Ce qui, vous nous l'accorderez, est hautement suspect. Le flic, au détour du couloir, ne s'y est pas trompé. Il lui a demandé ses papiers. Qu'il a déchirés... par maladresse. Il a voulu le fouiller. Le joueur de flûte a trouvé que ça faisait beaucoup. Il a refusé tout net. Un coup de sifflet et qui, par un bras, qui, par une jambe, trois hommes de l'Ordre le traînaient à travers quais et couloirs jusqu'à l'un de ces petits postes sans fenêtre et à la porte blindée que la RATP a eu la prévoyance d'aménager.

En procession, nous avons suivi. En faisant remarquer — « Foutez-nous la paix ! » — que la procédure était tout à fait illégale — « Vous allez nous foutre la paix ? » — qu'on était journalistes », — « Les journalistes, y'en a marre » — et qu'on connaissait apparemment mieux qu'eux la loi — « La loi, on en a rien à foutre ». Vingt minutes plus tard, lorsque nous avons été contraints de partir, l'interpellé n'était toujours pas sorti du poste. Il avait depuis longtemps raté le concert auquel il se rendait.

C'était lundi soir, à la Nation, l'histoire banale, quotidienne et métropolitaine d'un joueur de flûte et de l'agent 4 623, de la 51^e compagnie, qui n'aime pas les joueurs de flûte.

Notes politiques

Vincent Spagnara, porte-parole de Fronte Corsu, au siège de l'APC et à l'imprimerie du journal autonomiste « Arriti », annonce de « sévères représailles à l'encontre de toutes les agences de presse écrites ou parlées qui diffuseraient des communiqués du FNLC (Front de libération nationale de la Corse). Il profère les mêmes menaces à l'égard de « toute personne qui prônerait l'indépendance ou l'autonomie de la Corse. »

... et passent aux actes à Montpellier

Le bureau local du quotidien communiste « la Marseillaise du Languedoc » a été l'objet d'un attentat à l'explosif dans la nuit de dimanche à lundi à Montpellier. D'importants dégâts matériels sont à déplorer.

Des brigades antigang à la campagne

Dans la région toulousaine, la gendarmerie a constitué des « pelotons de surveillance et d'intervention », dont le rôle est « d'intervenir rapidement à tout moment sur les lieux d'un événement troublant l'ordre public. » Une unité de ce type a été mise en place à Muret, dans la région toulousaine, mais à la fin de l'année il y aura vingt-deux pelotons semblables au niveau national, et soixante en 1980. Les campagnes et les petites villes seront les lieux d'action privilégiés de ces « pelotons de surveillance et d'intervention ». Mais au cas où ces « valeureux défenseurs de l'ordre » n'auraient pas suffisamment de

Mitterrand à Strasbourg

Le clou de la fête de la rose organisée par la fédération du Bas-Rhin du PS a été la brève présence de François Mitterrand. Arrivant de Rouen et après s'être rendu dans les deux mairies de la banlieue de Strasbourg gérées par des maires PS, il a fait une brève allocution au Wacken où se tenait la fête.

Le premier secrétaire du PS bas-rhinois, Oehler, avant de céder la parole à Mitterrand, remercia les délégations étrangères présentes. A ses remerciements adressés au SPD (Parti social-démocrate allemand) une vague de sifflets et de dwsaprobation gagna toute la salle.

L'allocution de François Mitterrand ne comporta que deux points remarquables : lui-même, le PS et la gauche se portent bien, et une petite phrase : « les législatives sont pour 78, dans quelques mois et si on veut que cela soit plus tôt, eh bien tant mieux, nous sommes prêts. »

Interpellé par des militants antinucléaires à sa descente de tribune qui lui reprochaient de ne pas avoir abordé le problème, il rappela la position du PS « Oui au nucléaire, non au programme français. »

Enfin, il rencontra des travailleurs de Schlumpf, bien qu'il n'ait point parlé de cette lutte dans son discours.

Les fascistes menacent en Corse...

Le mouvement Francia qui revendique les attentats commis récemment au domicile de M^{...}

Pentecôte à Mériel

« La septième fête de Lutte Ouvrière aura lieu à Mériel-Villiers Adam durant le week-end de la Pentecôte, du samedi 28 mai à 12 h jusqu'au lundi 30 mai au soir. »

Cette fête qui rassemble traditionnellement des milliers de travailleurs et leur famille, des jeunes est l'occasion d'affirmer la vitalité des idées révolutionnaires. Elle permet de réunir dans un cadre champêtre les sympathisants et les lecteurs de Lutte Ouvrière.

« Ce rassemblement prend, cette année, une importance particulière en fonction des échéances politiques prochaines. Cette fête sera l'occasion pour Lutte ouvrière d'y défendre les perspectives des révolutionnaires dans les mois qui viennent. »

« Arlette Laguiller, membre de la direction nationale de Lutte ouvrière, prendra la parole le dimanche 29 mai et le lundi 30 mai à 15 h. »

« Cette fête sera l'occasion de multiples débats entre les différents groupes révolutionnaires français et étrangers qui seront nombreux, et avec des personnalités. Ce sera l'occasion d'assister à un spectacle quasiment ininterrompu avec plusieurs centaines d'artistes parmi lesquels Cora Vaucaire, Bill Coleman, Henri Tachan, du théâtre, du folk, du folklore. Trois cents stands permettront aux milliers de participants du goûter aux spécialités gastronomiques et de participer aux différents jeux. Lutte ouvrière »

UNE GIGANTESQUE DEMONSTRATION DE FORCE

La CGT annonce 8 à 10 millions de grévistes, autant, sinon plus selon elle qu'en mai 1968. Les transports en commun de tout le pays étaient paralysés à plus de 80 %. « Le Parisien libéré » n'a pas été imprimé par les ouvriers de FO pour la première fois depuis le coup de force d'Amaury. 90 à 95 % d'enseignants grévistes, 99 % des dockers, 87 % à l'EDF-Bordeaux, près de 80 % à Paris. Les ordures sont restées sur les trottoirs. Dans la rue ou pas, l'immense majorité des travailleurs salariés du public et du privé se sont associés à la journée de grève, à la grande « panne » contre le plan Barre.

Les manifestations, quant à elles, ont été plus massives que jamais dans d'importantes villes de province, elles font date. La seule référence qu'on trouve pour comparaison, c'est 1968. A Marseille, à Lyon, à Tours, au Havre, à Strasbourg, à Angers, à Toulouse, à Nantes, à Rennes, Dijon, etc. Les chiffres du 7 octobre sont dépassés, voire pulvérisés. Dans de nombreuses villes moyennes comme Reims, Antibes, Avignon, Alès, Toulon, Cannes, Agen, Cholet, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue.

La combativité est inégale, l'unité n'est pas sans difficultés : FO est restée absente partout sauf à Nantes.

Ici domine « l'union, action, programme commun », là, des revendications précises, les 2 300 F souvent. Là, « Giscard est minoritaire, il faut le foutre en l'air », plus souvent : « Barre I, Barre II, Barre-toi », « Le plan Barre, c'est du bidon, c'est tous ensemble qu'il faut frapper »...

A Paris, un cortège équivalent à celui du 7 octobre, animé mais pas forcément très combatif, avait des airs de fête. Ce fut le seul pôle vivant

de la journée parisienne qui ailleurs, avait pris des airs endimanchés.

De nombreux petits ateliers ont fermé leurs portes, et même certains petits commerces, des professions que l'on n'a pas l'habitude de voir dans la rue y étaient présentes : taxis, police, artistes.

Le mouvement syndical, CGT, CFDT et FEN était au rendez-vous. Ainsi à Paris, où aucune boîte de la métallurgie ne n'avait de cortège particulièrement massif, on peut dire par contre, que toutes les entreprises importantes de ce secteur étaient représentées par la plupart des militants syndicaux. Les cortèges sont restés séparés par syndicat dans la plupart des cas. L'apparition spécifique de chaque syndicat a pris autant de place dans la préparation et l'action, que l'apparition unitaire, sinon plus.

L'apparition de groupes femmes, ou de commissions femmes syndicales a été, encore, comme le 1^{er} Mai, une des constantes des manifestations. Ici et là, des cortèges jeunes relativement importants, UNEF, MAS, UNCAL, comités de lutte, sont apparus.

Les révolutionnaires, eux aussi, ont été présents, du moins la LCR et Lutte ouvrière qui organisaient chacune des cortèges séparés.

Mais si le fantôme de Mai 1968 a plané sur certains cortèges ou dans les commentaires confédéraux, un « grand inconnu » est resté dans le flou : le 25 mai. Georges Séguy a annoncé qu'il y aurait « de multiples actions professionnelles », la FEN parlait de « à la rentrée » dans ses slogans. Ceux qui se sont associés dans tout le pays à ce mouvement du refus de la politique de Barre et de Giscard, s'en contenteront-ils ? Le plan Barre est toujours là, paraît-il.

P.V.

Partout la grève, partout des cortèges

METZ : 15 000

Depuis 1968, on n'avait pas vu ça ! Une manifestation combative, mais une réelle division syndicale avec guerre de mots d'ordre entre la CGT et la CFDT. Présence massive des boîtes en lutte : Soloci-Solomi, Pillod, etc. Débrayage quasiment total à Usinor-Thionville, mais peu de travailleurs de cette entreprise à la manifestation. Débrayages bien suivis à la Sollac, avec plus de 60 %, à Sacilor, on dépassait les 70 %. Malgré les consignes syndicales, banderoles des organisations politiques PCF (Sacilor Gandage), JC, PS. La LCR-Moselle organisait un cortège d'une soixantaine de camarades dans le défilé syndical. Le matin, différentes manifestations s'étaient déroulées à Hayange, Thionville, Forbach. Importante délégation des mineurs du Pays-Haut.

TOULON : 20 000

Cette manifestation de 20 000 personnes a été nettement plus importante que celle du 7 octobre qui avait regroupé 12 000 manifestants. On discutera longtemps à Toulon pour savoir s'il s'agit de la plus importante depuis 1968 ou depuis 1936. La combativité était très inégale, les cortèges unitaires étaient très très peu nombreux. Les 100 pompiers en uniforme ont été très remarqués. Les travailleurs de Mammouth en grève avaient l'un des cortèges les plus combatifs. On a noté l'apparition de nouvelles sections CGT dans de petites entreprises. La LCR appelait à une réunion publique dans l'après-midi. La grève a été très suivie.

LE HAVRE : 20 000

Le Havre a connu sa plus grande manifestation depuis 1968, avec plus de 20 000 personnes. La CGT des dockers du Havre s'était jointe à la journée, ce qui est un fait nouveau. La chambre de commerce a été recouverte sur 5 étages de banderoles de tous les syndicats...

Les sympathisants de la LCR ont réuni 200 personnes dans un cortège intégré à la manifestation syndicale. De petites délégations du PC et du PS étaient également présentes.

ANGERS : 10 000

Si le nombre des manifestants représentait un relatif succès (environ 10 000 personnes), le cortège était assez morne, tout juste un peu plus combatif que celui du 7 octobre. Les élus étaient en tête du cortège et on a vu quelques banderoles du PC et du PS appelant à la solidarité avec les travailleurs en lutte. Mais aucune popularisation n'avait été organisée dans les boîtes en lutte.

MONTBELIARD : 1100

Le dynamisme dont a fait preuve le cortège à Montbéliard est assez inhabituel. La manifestation d'environ 1100 personnes a sillonné les rues de la ville, regroupant trois fois plus de monde que le 7 octobre. Les ateliers de production des cycles Peugeot-Beaulieu ont été fermés. A Peugeot Sochaux, il y a eu un débrayage de 600 travailleurs. Enfin, les enseignants ont été massivement suivis les consignes de grève.

A Belfort, non loin de Montbéliard, plus de 1000 travailleurs se sont rassemblés.

CAEN : 10 000

La grève est suivie à 70 % dans les PTT, 65 % à la Sécurité sociale, 75 % à l'EDF. La Saviem et la Radio-technique avaient été mises en chômage technique. Plus de 10 000 personnes participent à la manifestation, contre 7 000 le 7 octobre. Un désaccord ayant surgi avec la CFDT sur la représentativité des organisations étudiantes, la CGT, la FEN et l'UNEF avaient appelé les tra-

vailleurs du public et du nationalisé à se rassembler une demi-heure avant. Très importante mobilisation CGT, et apparition dans la manifestation des travailleurs de la SMM, menacés de licenciements. Les mots d'ordre sont centrés contre l'austérité, « C'est tous ensemble qu'il faut frapper ! » Par contre, pas de mot d'ordre sur le Programme commun. FO, absente de la manifestation, a participé aux assemblées générales de préparation de la grève à la Sécurité sociale. Deux cortèges d'extrême gauche, OCT et LCR, de deux cents personnes chacun.

NANTES : 20 000

20 000 personnes, avec des débrayages massifs, c'est à Nantes une mobilisation plus forte que le 7 octobre et le 28 avril. Si FO avait appelé à la manifestation, il n'existait pourtant pas de cortège intersyndical. Chacun s'ingéniait de son côté à marquer la manifestation par de grandes banderoles colorées.

Les débrayages ont été de l'ordre de 95 % dans les PTT et de 80 % dans la métallurgie.

Le PCF est apparu... pour distribuer un tract appelant à une manifestation aujourd'hui « Pour l'emploi, contre le chômage ».

GRENOBLE : 30 000

30 000 manifestants c'est un peu plus que le 7 octobre, mais les cortèges étaient moins combatifs. Peu de mots d'ordre repris malgré les sons qui s'époumonnent. Une manifestation lente et endormie. Le seul fait notable fut le caractère très massif du cortège formé en tête par la CGT. Presque la moitié de la manifestation, des banderoles de toutes les entreprises. Enfin, trois cortèges intersyndicaux CGT-CFDT celui des hospitaliers de la Tronche, puis Caterpillar et Air liquide. Le cortège de la FEN est dominé par lui et suivi par les syndi-

cats étudiants. En queue de manifestation, une cinquantaine de manifestants derrière la banderole de Lutte Ouvrière.

ROUEN : 40 000

Presque le double du 7 octobre. Une banderole unitaire mais cachée par une énorme voiture CGT avec calicots bleus-blancs-rouges. Apparition du PC et du PS. LO voulait se ranger derrière sagement. La LCR s'est intégré entre le PS et la CFDT-Chimie. Le cortège lycéen avait demandé à s'intégrer devant le Livre et derrière le PSU. Peu après le départ, les dirigeants de l'UNCAL quittaient ce cortège. Une violente attaque d'une cinquantaine de membres de la CGT munis de casques à motos, se traduisait par plusieurs blessés. L'ancien secrétaire fédéral du PSU était touché, un militant CFDT par ailleurs responsable PSU y perdait ses dents. Le MAS était présent dans la manifestation, malgré les réticences initiales de certains responsables CGT. Un sectarisme dont découle logiquement les incidents lamentables qui ont émaillé le défilé.

LILLE : 7000

La manifestation, animée, avec une participation égale de la CGT et de la CFDT, rassemble 7 000 personnes, moins que le 7 octobre. Tous les secteurs sont présents, le sanitaire et social de façon importante.

Des militants de la CFDT criaient : « Nationalisation sans indemnité ni rachat, sois contrôlé ouvrier ! » Petite présence du PC et du PS. Cinquante militants dans un cortège LO. La LCR diffusait un tract.

CLERMONT FERRAND : 15 000

Important cortège à Clermont-Ferrand, peut-être la manifestation la plus importan-

te depuis 1968, en tout cas, plus nombreuse que le 7 octobre, on peut l'évaluer à 15 000.

Le PC et le PS avaient des cortèges importants, mais l'attentisme pesait, car il n'y avait pas de mots d'ordre politiques, pas de perspectives données aux travailleurs.

Le taux de grévistes était notable en particulier chez Michelin. La grève avait été votée à l'hôpital psychiatrique Sainte-Marie et le préfet a réquisitionné 200 grévistes.

Au départ du cortège des révolutionnaires (LO, LCR), quelques heurts ont eu lieu avec le cordon sanitaire de la CGT, mais finalement, le cortège s'est imposé jusqu'au bout, faisant échec à la tentative de division qui finalement a abouti à un renforcement du cortège : 2 à 300 personnes dont des militants syndicaux qui l'on rejoint pour protester contre ces méthodes. Au moment de la dispersion, des groupes se sont formés qui discutaient de la démocratie ouvrière.

NANCY 20 000

Les 20 000 manifestants étaient plus nombreux que le 7 octobre (15 000). La grève a été largement suivie dans la sidérurgie, à l'EGF, mais plus inégalement dans le secteur public. A Luneville, deux cents manifestants ont bloqué la nationale 4.

AUXERRE : 10 000

La manifestation à Auxerre n'a pas dépassé le millier de personnes déjà mobilisées le 1^{er} octobre. En son sein, derrière une banderole LCR, s'était regroupé un pôle des révolutionnaires sur les mots d'ordre : « Giscard-Barre dehors ! », « L'austérité n'attend pas les élections ! »

Suite page 7

La grève générale du 24 mai : le

Des centaines de milliers de manifestants à Paris

«TOUT EST A NOUS, RIEN EST A EUX»

A la Bastille le défilé démarra ponctuellement à dix heures. La place déjà noire de monde continuait à se remplir. En tête les hospitaliers et les communaux toujours très nombreux, ouvraient la marche. Ils précédaient un très gros cortège du secteur public qui s'évala pendant deux heures et demi. Beaucoup de postiers, même si le « raage » de la semaine d'action dans les tris de banlieue en avait découragé pas mal un gros cortège CGT.

Les policiers aussi

La participation des policiers aux manifestations du 24 mai semble bien avoir été plus importante que d'habitude. On les a vu à Paris, ou ils participent aux manifestations depuis plusieurs années, mais aussi en province, ce qui témoigne d'une certaine extension du mécontentement policier. Ainsi, ils ont manifesté à Marseille, mais également à Bordeaux, Lille, Limoges, Lyon, Nice, Poitiers, Tours.

Phénomène notable, à Bordeaux, les policiers rassemblés par la CGT police étaient plus nombreux que ceux défilant sous la banderole de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) alors que le rapport numérique est de loin favorable à la FASP au niveau national. A Tours, où les policiers participaient pour la première fois à la manifestation, ce sont quarante militants de la CGT police qui ont défilé, à l'exclusion de tout autre syndicat de policiers.

A Paris, les policiers s'étaient scindés en trois groupes. La CFDT-police et la CGT-police avaient pris place dans les cortèges de leurs confédérations respectives, scandant le plus souvent : « Liberté d'expression dans la police », pour rappeler les contraintes du statut spécial. Le cortège de la FASP, de loin le plus fourni, regroupaient plusieurs centaines de participants. Mot d'ordre : « Liberté d'expression dans la police », mais aussi, scandés sur les sifflets à roulette : « Union, action, Programme commun ». Très applaudis tout au long du parcours, les policiers ont quand même entendu quelques rares et tonitruants « A bas la police des flics et des patrons », poussés par des spectateurs sur les trottoirs. Ce fut notamment le cas lorsque le cortège déboucha sur la place de la République, alors que plusieurs dizaines d'élus communistes, ceints de leur écharpe, applaudissaient et criaient à pleins poumons : « La police au service des travailleurs ».

C'était d'ailleurs la toute l'ambiguïté des applaudissements en direction des policiers. Le PCF, logique jusqu'au bout, la couvrait de toute la force de ses élus. Et demain, l'Union de la gauche au pouvoir, une usine occupée par ses ouvriers sera-t-elle occupée par la police « au service des travailleurs » ?

Les cheminots, toujours réticents à s'engager dans les manifestations centrales étaient bien représentés.

Dans cette foule pédestre, les chauffeurs de taxis CGT défilaient en voiture, rappelant leurs revendications spécifiques sur la détaxe des carburants. Autre surprise, la présence des policiers CGT, CFDT, mais aussi autonomes, dans des cortèges séparés, suscitait sur tout le parcours de la manifestation l'approbation bruyante.

Au milieu des clameurs des cortèges un moment de silence : les enseignants arrivent avec un gros cortège tranquille du SNI, le SNES, le SNESup et le SGEN ayant constitué des cortèges séparés. Enfin les cortèges CGT et CFDT des électriciens et des gaziers, nombreux, n'étaient ou egois pas à la hauteur des débrayages massifs (près de 85 %).

A midi et demie, le soleil chauffe sérieusement, les canettes de bières s'accumulent dans les caniveaux. La manif va connaître un second souffle avec les délégations du privé. Les étudiants étaient là avec un petit cortège du MAS, une bonne délégation de l'UNEF, l'UNCAL et les comités de lycéens. Après la CGT 77 venait la CFDT métallurgie région parisienne. L'ensemble de toutes les sections de la région parisienne lui donna un caractère massif et combatif : « Pas de socialisme sans autogestion, pas d'autogestion sans révolution » et « Union, action, révolution », les mots d'ordre à l'attention. L'UL-CGT de Montreuil la suivait fanfare en tête et pendant une effigie de Giscard réduit à l'état de squelette.

Parmi les employés CGT qui défilaient à leur suite on remarquait la Sécurité sociale qui dansait autour d'une fanfare dynamique et plus nombreux que les banques et les assurances.

Avant les « gros bataillons » de la métallurgie CGT, place était faite autour des délégations un peu inhabituelles des grands défilés syndicaux. Les travailleurs du spectacle de l'information s'élevaient en un cortège un peu fantaisiste, certainement moins structuré que les gros cortèges du Livre qui les précédaient. Le Syndicat français des artistes-interprètes (SFA) était là pour rappeler ses trois mois de grève.

Rneault-Billancourt ouvrait le défilé des métallos CGT. Les

A l'étalage

Drancy, mardi 24, jour de marché. A la place du marchand de champignons, un papier, scotché sur le squelette des tubes de l'étalage : « Commerçant solidaire des travailleurs en grève. Cet emplacement doit rester libre ». Les gens s'arrêtent pour lire.

Juste à côté, la vendeuse de pull-overs, le visage renfrogné, marmonne : « Leur 24, leur 24, et puis après ? »

300 travailleurs qui suivaient la banderole témoignaient d'une participation inhabituelle dans ce « bastion » qui depuis de longs mois ignore les journées nationales et les grandes manifestations.

L'Alsichom Savoissine très combative se regroupait derrière la grosse caisse. La sono de la Machine outil dénonçait le bradage de la machine outil qualifiée « mère de toutes les machines ». Ceux de Citroën demandaient la « dissolution des milices patronales » et « la nationalisation de l'automobile ».

Pas de grosses délégations dans ce cortège mais une multitude d'enlèves qui lui donnaient une dimension impressionnante.

A 14 h 30 après une grosse délégation du bâtiment CGT le défilé syndical se terminait laissant la place aux révolutionnaires.

Ces quatre heures et demie de défilé bon enfant ne démontrent pas de perspective de lutte ou de débouché politique actuels. Plutôt le sentiment de se retrouver forts et nombreux face au gouvernement et la bourgeoisie. Comme le disait une multitude de cortèges sur un air connu : « Tout est à nous, rien est à eux ».

Incidents en fins de parcours

C'est le lot courant de toutes les fins de manif, même si ça n'a pas grand chose à voir avec les manifestants. Il y a des gens qui dès qu'ils voient des flics un peu massés ne peuvent s'empêcher de leur envoyer quelque chose sur la gueule.

Onze personnes ont été arrêtées au terme de la manif du 1^{er} Mai. Elles étaient porteuses d'armes par destination, selon la police, et selon la formule d'usage. Les flics eux étaient porteurs de grenades lacrymogènes et naturellement s'en sont servis. Faut pas perdre la main.



10 000 avec les révolutionnaires

Le service d'ordre de la CGT avait même renoncé à imposer un trop épais cordon sanitaire. L'animation était des plus toniques, place de la Bastille, orchestrée par les voitures sono de Lutte ouvrière et de la LCR. L'OCT, qui n'appelait pas à un cortège propre, ce qui semblait poser des problèmes à certains de ses militants, tenait une table de presse et diffusait à grands flots des chants révolutionnaires.

Certes, tout le monde n'était pas sur la même longueur d'onde, ni durant l'attente, ni durant la manifestation, mais pas question de se livrer à une guérilla de sonos entre organisations.

Lutte ouvrière tenait tout particulièrement à dissiper les illusions pouvant entourer la perspective de la venue de l'Union de la gauche au gouvernement. Et elle exprimait ce souci avec les mots d'ordre qui lui semblaient, dans ce but, les plus adéquats. Ainsi, sur l'air de la « Carmagnole » : « Ne comptons pas sur Mitterrand — Il veut tout juste la place de Barre — Pour nous faire accepter — C'que l'autre veut imposer — Ne comptons pas plus sur Marchais — Pour défendre nos intérêts — Qu'est ce donc qu'un communiste — Qui ne lève pas le poing. Etc. » Mot d'ordre constamment repris également par Lutte ouvrière : « Gouvernement de droite, gouvernement de gauche, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes ! »

La LCR ouvrait le cortège des révolutionnaires. Combien étions-nous ? Sept mille, huit mille ? Difficile à compter. Mais derrière les banderoles de tête, le ton était chaud et combatif. « PC-PC, pour nos revendications, les solutions à la crise, c'est : la grève générale, la lutte pour le gouvernement ! » « L'union de la gauche veut garder Giscard et sa Constitution, limiter et rembourser les nationalisations ! »

Et puis les mots d'ordre scandés, chantés dansés : « Ne laissons pas l'initiative à ce régime minoritaire, dès maintenant à l'offensive les travailleurs peuvent s'en débarrasser ! » « Non au plan Barre ! Dehors Giscard ! Contre ce régime d'austérité partis et syndicats ouvriers, à l'offensive dans l'unité ! »

Les camarades de LO fermaient le cortège. Derrière la banderole « Contre le front uni gouvernement patrons, offensive générale des travailleurs », on comptait environ deux mille manifestants. Un cortège plus gai qu'à l'ordinaire.

Malgré les divergences, des mots d'ordre communs bien sûr. Sur les nationalisations, sur les 35 heures, sur la perspective de la grève générale, etc.

Il faisait trop beau hier pour que ceux qui avaient fini de défilé avec leur syndicat rentrent chez eux tout de suite. On attendait donc sur les trottoirs pour voir passer le cortège des

révolutionnaires, et parfois on se joignait à eux, pour faire un bout de chemin, pour écouter les mots d'ordre. Même les élus communistes de Paris, à République, venus là pour « saluer les travailleurs », étaient restés là jusqu'à la fin de la manifestation de la LCR et de LO. Des manifestants syndicaux, par groupes, ne reprenaient pas toujours les mots d'ordre, un peu compliqués, mais tapaient dans leurs mains.

Encore trop faible, mais déjà largement significatif un pôle révolutionnaire s'est manifesté hier, comme aux précédentes manifestations. Nombreux sont ceux qui, sans nécessairement le rejoindre, étaient tout disposés à lui prêter une oreille attentive.

Regroupées à l'initiative d'un des groupes femmes de Saint-Denis plusieurs centaines de femmes défilaient devant les délégations de la police.



Un fort mouvement depuis 1968

PARTOUT LA GREVE PARTOUT DES CORTEGES



REIMS : 5 000

5 000 personnes à la manifestation. Un peu plus grosse que le 7 octobre, peu dynamique mais joyeuse. Un cortège lycéen important, que le service d'ordre de la CGT a cogné mais qui a finalement défilé avec le cortège syndical. La CFDT des cheministes apparue très combattive. Les cortèges CGT et CFDT étaient à peu près équivalents. FO n'a pas manifesté et s'est fait siffler par la manifestation qui passait devant le siège.

ANTIBES : 2 500

2 500 personnes à Antibes pour la manifestation la plus importante depuis 1968, plus forte que celle du 7 octobre. D'allure très combattive, les slogans « Giscard dehors ! », « Barre y en a marre » étaient très repris. Les hospitaliers étaient nombreux. Les travailleurs de la SNCF sont venus en manifestation au rassemblement après avoir bloqué par un sit-in le seul train qui marchait sur la ligne.

LYON : 80 000

Plus forte que le 7 octobre. Le cortège de la métallurgie CGT ouvrait la marche, très nombreux, mais un peu morne. Beaucoup de délégations, mais Brelie, qui emploie près de 15 000 travailleurs, n'avaient envoyé qu'une délégation de 200 personnes. Venait ensuite le secteur public et la métallurgie CFDT. A noter un cortège enseignant nombreux et dynamique, y compris dans les rangs du SNI. Les flics étaient là, ainsi que les pompiers qui défilaient en uniformes. La Chimie a été très remarquée par son nombre et son animation.

Les slogans se démarquaient peu de « Union action Programme commun » et de « Barre un Barre deux Barres trois ».

Luire Ouvrière fermait la marche avec 200 militants.

MARSEILLE : 80 000

Du jamais vu à Marseille. Selon les flics, il y avait plus de 45 000 personnes à la manifestation appelée par la CGT et la CFDT. En vérité, ce sont près de 80 000 travailleurs qui se sont regroupés derrière les banderoles intersyndicales. Pour donner un ordre de grandeur, cela représente 4 fois le nombre de manifestants du 1^{er} Mai, 2 fois celui du 7 octobre. Le cortège a été ouvert par les élus qui arboraient leur écharpe tricolore. Cela a d'ailleurs donné lieu à une situation assez inhabituelle puisque les animateurs sociaux licenciés par Defferre, venus lui porter un racisme de la manifestation se sont fait éjecter par le SO de la CGT. Derrière le quartier d'élus, la réparation navale était venue en force et formait un cortège très combatif de plusieurs milliers de travailleurs. Les autres pôles particulièrement en vue étaient représentés par les sections CGT des PTT, de l'EDF et de la Sécurité sociale. La CFDT avait formé un cortège massif. Quelques cortèges intersyndicaux de l'Assistance publique, des Impôts et des Hôpitaux psychiatriques, ont pu tout de même s'organiser.

Seules la LCR et LO ont formé un cortège regroupant environ 250 personnes scandant des mots d'ordre contre le plan Barre et contre Giscard et Chabanais très souvent. L'Internationale L'OCT n'a pas défilé.

Enfin FO a organisé un meeting d'environ 500 personnes et a débrayé partiellement.

• Cinquante travailleuses, vigoureusement applaudies, remontent la Canebière sous une banderole « Hospitaliers-FO ». Cinq d'entre elles obliquent, avec la banderole, pour gagner le meeting de FO à la bourse. Les autres ne suivent pas et rejoignent le cortège CGT-CFDT-FEN, tout proche. Un responsable de l'UD-FO exalte devant cinq cents personnes le courage de celles qui ont résisté aux pressions « syndicalo-politiques ». Le syndicat FO des impôts était également dans la manifestation unitaire.

BORDEAUX : 30 000

Selon les syndicats, plus de 100 000 travailleurs ont fait grève dans l'agglomération bordelaise. A Saint-Joseph en reprise en lute depuis 6 mois, la direction a profité de l'absence des travailleurs pendant la manifestation pour enlever une machine essentielle.

Il faut dire que la manifestation était très massive. Elle regroupait 30 000 personnes, soit plus que le 7 octobre (25 000 manifestants). Un mot d'ordre dominait : « Giscard et Barre ne veulent pas céder, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ». La banderole qui ouvrait ce immense manifestation était particulièrement décevante : « Non au plan d'austérité pour nos revendications pour l'ouverture rapide de négociations ».

Des parties du cortège au tour des travailleurs des hôpitaux de Ford de la chaussure et de la poudrerie, reprenaient des mots d'ordre offensifs sur les 2 300 F minimum, les 35 heures, mais aussi « Giscard Barre dehors ! ». Et même parfois « Aujourd'hui dans la rue demain on continue ».

Les cheministes et le cortège de Dassault préféraient scander le célèbre « Union action Programme commun ! ». Dans les rangs de la manifestation assez silencieuses.

Les travailleurs d'Elf Ambès qui ont fait grève récemment défilaient derrière une banderole affirmant : « Non à la déportation nous sommes aquitains ». On voyait aussi des peuples en reprises, manifestant pour la première fois. Le nombre des enseignants était inhabituel : 500 d'entre eux étaient présents. Les lycéens étaient plus d'une centaine dans un cortège commun de l'UNCAI et des comités de lue.

Parmi les forces politiques, le PS a regroupé un cortège de 50 militants, tandis que le PC n'était présent que par ses élus. Dans l'extrême gauche, Luire Ouvrière a réuni 70 manifestants derrière ses banderoles. La LCR a distribué un trac en commun avec le PSU de la Gironde.

TOULOUSE : 30 000

Cette manifestation de 30 000 personnes a été deux fois plus nombreuse que celle du 7 octobre. Le cortège était pourtant assez morne dans l'ensemble. La CFDT est apparue de façon massive et combattive. Les hospitaliers, les travailleurs sociaux, les pompiers en uniforme ont été particulièrement remarqués par l'animation de leurs cortèges. Les commissions femmes de la CGT ont organisé un regroupement de travailleuses. Pour ce qui est des forces politiques, le PS a regroupé sous ses banderoles 150 personnes. La LCR et LO ont organisé chacune leur cortège qui, au total, comprenait 500 personnes à la fin de la manifestation. Les militants du PC se sont contentés de porter les badges de leur parti.

NICE : 25 000

Un cortège considérable dans la « bonne » ville de Médecin. Réélu maire de Nice en mars. Le cortège d'une ampleur jamais vue depuis 1968 est de bien mauvais augure pour son avenir politique.

Le cortège syndical comprenait trois groupes distincts : la FEN minoritaire avec un cortège à l'ancienne CGT plus combattive, une CFDT exceptionnellement importante par rapport à la CGT avec des mots d'ordre tels que « Union, action, pouvoir aux travailleurs », « Brisons le plan Barre, n'attendons pas les élections » seul cortège avec des drapeaux rouges et l'Internationale.

Compte tenu des sinistres traditions nicoises, il faut noter pour la première fois l'apparition des policiers autonomes. Par contre le PC et le PS brillaient par leur absence.

RENNES : 25 000

25 000 personnes à Rennes, cela correspond aux plus fortes manifestations depuis 1968 dans cette ville. En tête une banderole CGT-CFDT. Pour la première fois depuis longtemps, des entreprises privées (Peugeot, RSA, Ariès) défilaient bien que les débrayages les plus importants aient touché la Fonction publique et le secteur nationalisé.

Le cortège étudiant était éclaté entre d'une part le MAS et le COSEF, et d'autre part l'UNEF. Le collectif rennais antimilitariste avait également structuré un cortège.

Les seuls organisations politiques à apparaître LO et la LCR regroupaient respectivement 50 et 150 personnes. Quant aux nouveaux élus de gauche, ils avaient choisi d'être chacun dans un coin, suivant qu'ils soient au PS ou au PC.

ST-ETIENNE : 20 000

En tête d'un cortège qui regroupait plus de 20 000 manifestants, soit plus que le 7 octobre, se trouvaient ceux de Manufacture, descendus en manifestation de leur usine. Pour la première fois, les pompiers en uniforme et une section CGT du casino avaient intégré une manifestation à la tonalité très « syndicaliste ». Aucune référence au Programme commun, les « Union-action-Programme commun » traditionnels remplacés par « Union-action-mobilisation », aucune présence du PS. On remarquait seulement trois banderoles du PC : l'une d'HES « Pour la nationalisation de la machine-outil », l'une de Creusot-Loire « Pour la nationalisation d'Empain-Schneider » et la dernière de la Fédération de la Loire.

En fin de cortège, LO rassemblait une vingtaine de personnes, la LCR une quarantaine, le PSU cinquante de même que le comité anticlérical.

Canettes syndiquées et sandwichs politisés

Au travers des chars présentant Barre et Giscard, l'Union locale CGT de l'entrepreneur pas spécialement turbulente qui n'hésitait pas à vendre une arête de poisson de 4 mètres, symbole de l'austérité et sa fanfare sonnait avec le soleil le ton de la manifestation du 24 mai à Paris.

la défense nationale, ce soir mercredi à la Mutualité. On pouvait aussi signer des pétitions à volonté.

Tout ce qui était organisé vendait sa presse la cannette de l'Huma annonçant sereinement : « Demain, ou le lendemain, ou le surlendemain, la vérité sur la manifestation du 24 mai sera connue. Ce journal rendra compte des manifestations à Paris et en province ».

Rares étaient les manifestants qui n'étaient pas autocollés, accoudés à une buvette ou signataires de deux ou trois textes.

On peut se demander le sens de ces « échanges » qui ont traversé la manifestation d'une façon singulière. Dans un manifest qui rassemblait la CGT, la CFDT et la FEN, il semble que les syndicats aient tenu à ce que chacun « annonce la couleur ». L'unité n'était pas faite en profondeur et à la base, les cortèges d'une même branche étaient tronqués... Et chacun reproduisait cette division sur son plastron ou dans le choix de la buvette. Si la manifestation du 24 mai était celle d'une certaine unité, elle était aussi celle de la division des vestons et des estomacs.

A la différence de la province où elle était un fait nouveau par l'importance de la participation, la manifestation de Paris, massive, a été celle d'un rituel désormais entré dans les mœurs : 7 octobre, 28 avril, 1^{er} Mai, etc.

Et comme dans toutes les occasions d'où l'on n'attend ni surprise ni exaltation, les petits trafics fleurissent, on aime bien taper sur une grosse caisse, et les conversations tranquilles autour d'un zinc sont toujours les bienvenues...

Philippe Verdon

Jamais, la place de la Bastille qui compte pourtant beaucoup de bals populaires, son histoire n'avait vu tant de canettes de bière et de vendeurs de sandwichs, mais les sandwichs du 24 mai étaient syndiqués ou politisés. On mangeait et on allait à la CGT, Dassault, ouvriers CGT, à la métallurgie CFDT, au PC, au PS, à l'UNEF ou aux JC, ou encore au SO de la CGT... Les syndicats et les communes de plieuse avaient transformé leurs camionnettes en autant de « zincs » ambulants. Il sautait beau, il faisait soif, les trottoirs se jonchaient en tous sens des tracts — feuilles volantes — des canettes vides.

Par ailleurs, rarement l'industrie du badge, de l'autocollant, du foulard ou de la casquette n'a été aussi florissante. Une douzaine d'auto-collants et un gros carton pour la CGT, le triangle rouge de la CFDT, le carton des libertés de l'Huma, la casquette CGT en su (5 F), celle de la CFDT papier (2 F), le foulard des « Union du peuple de France », un triangle de tissu rouge (10 F), badges faucille et marteau, etc. On peut aussi organiser des soirées futures : acheter une vignette de la fête de l'Avant-Garde, de la fête de l'Huma, de la fête du PSU, ou prendre un meeting PC sur

PARTOUT LA GREVE PARTOUT DES CORTEGES

DIJON : 15 000

Les cheminots ont fait grève de 75 à 80 %, les postiers à 70 %, l'EGF à 80 %, la santé à 70 % et l'Education nationale à 90 %. Les transports en commun ont été paralysés à 100 %. Certaines entreprises de la métallurgie ont été lock-outées. Il y a eu de forts débrayages dans le bâtiment.

La manifestation a regroupé 15 000 personnes (10 000 le 7 octobre), elle était du même ordre de grandeur que celles de Mai 68. La volonté unitaire des travailleurs s'est manifestée par quelques cortèges intersyndicaux. Toutes les entreprises étaient représentées. Quelques sections FO étaient là. Un mot d'ordre a été particulièrement repris : « Giscard-Barre I, Barre II, Barre-toi ! ». Il faut noter que les mots d'ordre étaient communs à la CGT et à la CFDT. Les cortèges de la LCR et de LO regroupaient respectivement 150 et 100 personnes.

Dans d'autres villes du département (Beaune, Montbard, Semur, Chatillon, Seurre), des manifestations ont eu lieu pour la première fois. En Saône-et-Loire, 3 000 personnes ont manifesté à Chalon-sur-Saône et 1 000 au Creusot.

MONTPELLIER : 15 000

La grève a été suivie à 64 % à la Sécurité sociale, à 80 % à la SNCF : un seul train est parti dans la nuit pour Paris. Les grands magasins étaient fermés. Dans la plus complète illégalité, le personnel des hôpitaux a été réquisitionné dans sa totalité : 30 des travailleurs ont passé outre.

Le 7 octobre, 7 000 manifestants avaient défilé dans les rues de Montpellier. Cette fois-ci, ce sont 15 000 personnes qui ont manifesté. C'est surtout le secteur public qui s'est mobilisé. Comme ailleurs, le mot d'ordre « Barre I, Barre II, Barre-toi » exprimait la volonté d'en finir avec ce gouvernement.

Le cortège des groupes femmes a réuni de 150 à 200 manifestantes. Celui des révolutionnaires 100 personnes : il y avait d'une part l'OCT et d'autre part une banderole commune LCR-CCA. Un meeting révolutionnaire s'est tenu devant 500 manifestants au moment de la dispersion. FO tenait un autre meeting, à la même heure, dans un autre endroit.

Par ailleurs, les comités d'action viticoles ont organisé des barrages symboliques sur les routes le matin. La participation des paysans à cette initiative a été limitée par le fait qu'elle tombait en pleine période de sulfatage, opération qui demande beaucoup de travail. Il n'y a pas eu de cortège paysans à la manifestation.

CHERBOURG

Un cortège de 5 à 6 000 personnes plus important que celui du 7 octobre.

LA ROCHELLE : 9 000

Un grand nombre d'entreprises étaient présentes. Certaines étaient là alors que d'habitude, elles sont peu représentées : grands magasins, travailleurs de la pêche inquiets de la récession qui les touche. Fort cortège des hospitaliers en lutte depuis plusieurs semaines contre les restrictions de budget. CGT et CFDT défilaient séparément. La seule organisation politique présente était la LCR qui regroupait une trentaine de participants. D'où un ton très « revendicatif » alors que le 7 octobre, PC, PS et PSU étaient présents.

AVIGNON : 4000

Une manifestation plus grosse que le 7 octobre. Combativité réelle. Un mot d'ordre comme « Giscard est minoritaire, il faut le foutre en l'air » était très repris. La manifestation était organisée par la CGT et la FEN — la CFDT mettait comme préalable à une action unitaire la reconnaissance du SGEN par la FEN ! Nombreux cortèges unitaires à la base. Bousculades entre militants CFDT et CGT à la fin.

BREST : 20 000

Cette manifestation de 20 000 personnes était un peu moins importante et moins dynamique que celle du 7 octobre. Le cortège de soutien aux marins emprisonnés a été particulièrement remarqué. Le conseil municipal de gauche s'est joint à la manifestation. Il y avait peu de mots d'ordre offensifs, même à propos du plan Barre.

STRASBOURG : 10 000

La plus importante démonstration syndicale depuis longtemps. Les débrayages ont été importants. La CGT et la CFDT ont organisé chacune leur cortège. On notait une banderole du PC, une du PSU (30) et celle de la LCR (80).

BOURGES : 2000

Défilé pas très combatif, mais plus gros que le 7 octobre. Le SO-CGT a repoussé le cortège Ecole émancipée. Petit groupe LO, les militants de la LCR étaient présents dans le cortège syndical.

ALES : 2500

Un cortège marqué par le conflit Furnon, assez combatif. Les syndicats ont été reçus en fin de manifestation par un sous-fifre de la préfecture. Sur l'hôpital, les syndicats avaient organisé une garderie pour permettre une meilleure participation du personnel féminin à l'action. Le repas de midi a été aussi pris en charge par les syndicats et les employés de la cantine ont débrayé.

• Lundi, des syndiquées de chez Furnon étaient soi-disant convoquées par le patron. En fait, les ouvrières se trouvèrent face à quelques non grévistes particulièrement montées qui en frappèrent plusieurs. Des plaintes contre X ont été déposées par les militantes CGT devant ce qui constitue une nouvelle provocation patronale.

AGEN : 4000

La manifestation intersyndicale a regroupé 4000 personnes, à peu près comme le 7 octobre. Le cortège était dans l'ensemble peu combatif, si l'on excepte une centaine de manifestants regroupés au centre de la manifestation à l'initiative de militants de la LCR.

La grève a été massivement suivie partout : dans les grosses boîtes (95 % à la Pont-à-Mousson de Fumel), mais aussi dans des secteurs où c'était même parfois la première grève (trois non grévistes aux transports Dubouil à Agen, employés de Pintania, hôpital Saint-Cyr à Villeneuve).

Il faut noter, en marge du 24 mai, que le PC départemental n'a annulé qu'au dernier moment une manifestation qu'il avait planifiée pour le 21..., mais sur le thème « Halte au chômage ». Nombreux étaient en effet les militants antisindicaux qui estimaient, à juste titre, que cette manif du PC « doublait », de façon sectaire, la grève du 24.

TOURS : 14 000

Une manifestation importante, mais pas un raz-de-marée. Environ 2 000 participants de plus que pour le 7 octobre. Faiblesse, classique de la CFDT, avec une tonalité sectaire de la part de la direction de la CGT. Les assemblées de préparation ont rassemblé peu de monde. Peu de combativité et un attentisme certain. Apparition pour la première fois de la CGT police. La LCR était présente en fin de cortège par une banderole et une vente massive de la presse. Les mots d'ordre « Giscard-Barre dehors » ont été bien repris.

DECAZEVILLE : 700

Grève totale sur les entreprises, mais assez faible mobilisation. La manifestation a néanmoins réuni plus de monde que le 1^{er} Mai. Présence d'une section du PCF, derrière sa banderole.

CHOLET : 2500

A Cholet, 2500 personnes ont manifesté à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN, c'est plus que le 7 octobre. Il faut dire que dans la région de Cholet, le nombre de chômeurs a été multiplié par quatre en quatre ans. Les mots d'ordre portaient sur le maintien de l'emploi. Le PC et le PS sont apparus, ainsi que le comité de chômeurs CFDT.

ARLES : 2 000

Cette manifestation de 2 000 personnes était l'une des plus grosses qu'on ait connues dans cette ville. La CGT représentait l'essentiel de cette manifestation, la CFDT regroupait 500 personnes derrière ses banderoles. Il n'y avait donc pas de cortège unitaire et les mots d'ordre de la CGT étaient sectaires. Les municipaux de Port-St-Louis-du-Rhône étaient venus de 30 kilomètres pour manifester.

DUNKERQUE : 4 000

4 000 personnes ont défilé hier matin dans les rues de Dunkerque dans le cadre de la grève générale du 24. La participation a été moins importante que le 1^{er} Mai, mais un nombre plus important d'entreprises ont été touchées. En tête du cortège, on notait la présence des élèves infirmières actuellement en grève. Il y a eu 80 % de grévistes aux Chantiers navals, 40 % à Usinor, des piquets de grève à Usinor Mardyck, mais les dockers brillaient par leur absence.

Les mots d'ordre de la CFDT-Usinor « Le 24 dans la rue, le 25 on continue » était assez souvent repris. A noter enfin la présence remarquée d'associations familiales dans le cortège.

PAU : 10 000

Manifestation très importante à Pau pour la grève générale du 24. En effet, 10 000 personnes ont défilé dans les rues. Il faut, fait significatif, remonter au 13 mai 1968 pour trouver une manifestation aussi nombreuse. De plus l'ensemble du cortège était dynamique. Les banderoles arboraient le plus souvent : « Non au plan Barre », « Nous voulons vivre au pays ». Tout le monde était là : les boîtes de la région en difficulté (CDF, Turbo Méca, etc.), la SNCF et l'EDF venus en nombre. Même FO était là, malgré les consignes de Bergeron. Une délégation des groupes femmes avait pris place dans le cortège. Au cours de ce défilé, l'Internationale fut plusieurs fois reprise. Les Béarnais ont aujourd'hui fait siffler les oreilles de Barre. Un cortège unitaire lycéen (comité lycéen, MRJC, UNCAL, JEC) terminait la manifestation derrière une banderole : « Tous unis contre Haby ».

NIMES : 5 000

La mobilisation a été très forte, dans le secteur public et nationalisé comme dans le secteur privé. La grève a été massivement suivie sauf dans quelques petites entreprises. La manifestation a regroupé 5 000 personnes, soit un peu plus que le 7 octobre. Le cortège était peu combatif, avec très peu de banderoles unitaires. Il y avait quelques banderoles FO. Il n'y a pas eu d'initiatives unitaires des révolutionnaires, l'OCT a refusé la proposition d'un tract unitaire.

CREIL : 2 000

2 000 personnes ont manifesté à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN. C'est-à-dire moins que le 7 octobre, mais plus que le 1^{er} Mai.

FOUGERES : 500

La plupart des usines ont été fermées par le patron. Dans les autres, les débrayages ont varié entre 60 et 75 %. La manifestation de la CGT, de la CFDT et de la FEN a été un véritable enterrement, elle n'a réuni que 500 personnes alors que 4 000 manifestants avaient défilé l'année dernière lors de la grande crise de la chaussure. Dans cette région en lutte depuis des années pour l'emploi, les mobilisations nationales de 24 heures ont peu d'impact.

LE MANS : 10 000

La manifestation a regroupé 10 000 personnes, soit plus que les 8 000 manifestants du 7 octobre. On a constaté une mobilisation importante de la Fonction publique (SNCF, PTT, EGF). Le cortège était peu combatif et peu unitaire excepté pour les petites entreprises. FO était absent. Le PC et le PS ne se sont manifestés que par le salut du maire (qui appartient au PC) aux manifestants.



Un article qui fait couler beaucoup d'encre... FAUT-IL BRULER SARDOU ?

Cela fait bien longtemps qu'un article publié dans *Rouge* n'avait pas suscité un tel débat ! L'article de Graf Zeppelin « Sardou à droit à la parole », publié dans le n° 352 nous a valu une petite avalanche de lettres dont presque toutes s'inscrivent en faux contre l'argumentation de Zeppelin.

Celui-ci affirmait notamment que la démarche visant à interdire Sardou de chanter était erronée sur le plan politique et contradictoire avec notre conception de la démocratie. Il soulignait également que la caractérisation de Sardou comme fasciste lui semblait pour le moins hâtive.

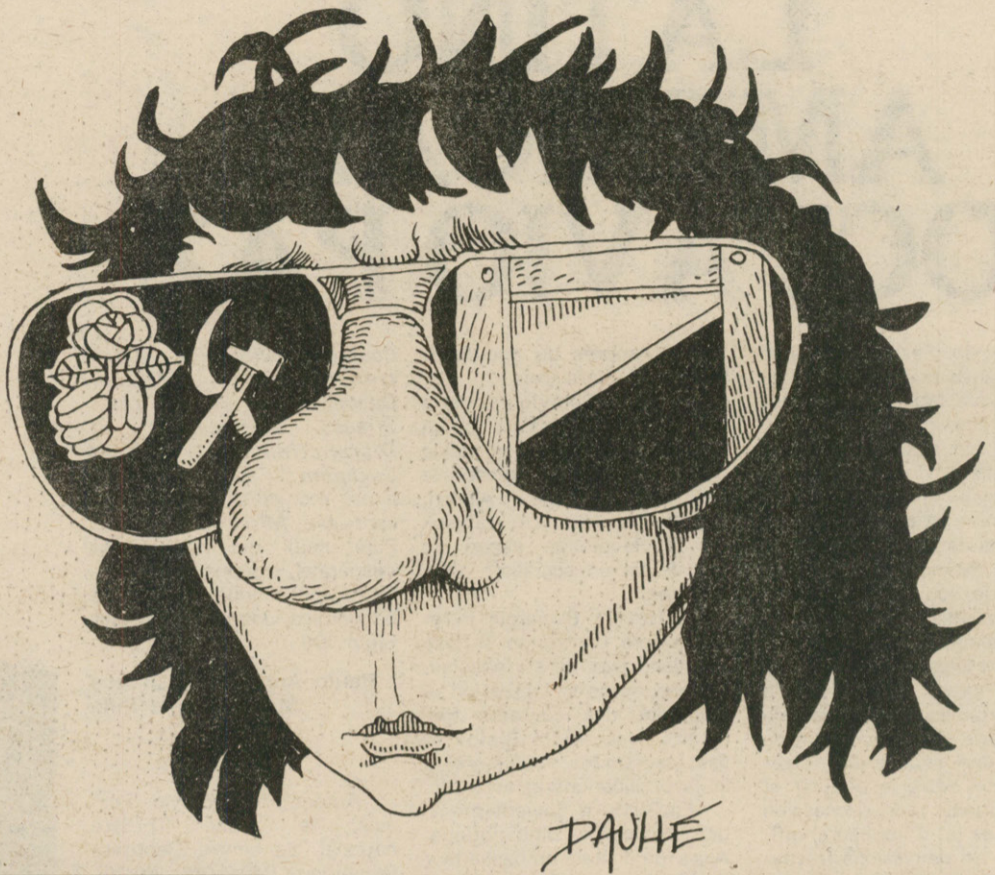
Demain, nous poursuivrons la publication du courrier des lecteurs et proposerons deux réponses : une de la rédaction sur le problème de la « démocratie » et une de Graf Zeppelin sur le « phénomène Sardou ».

Sardou est une orange

Dans la grande salle du centre de tri, la voix s'enfle, monte, amplifiée par la dizaine de transistors dispersés sur les casiers. Il est 11 heures du soir, dehors les bals tournent, c'est le 14 Juillet.

intimistes de Sardou oublie de souligner que pour la première fois le « marché » des disques s'est dressé contre l'abâtissement concerté. On ne fera pas de comités pour un monsieur Sardou chantant des conneries réactionnaires dans sa salle de bain, à l'inverse, on ne peut rester indifférent à un phénomène social, fabriqué ou pas, qui trouve un répondant certain dans la classe ouvrière...

F. Martigues



MIREILLE MATHIEU:
"JE VAIS VOTER
SOCIALISTE"



Nous on bosse et en prime on a droit à la *Marseillaise* par Sardou. Une grande première devant des millions d'auditeurs sur fond de feu d'artifice. « C'est pas possible, on va pas supporter le cocorico de ce bien nourri », sifflote, l'Inter prend le dessus, on ferme les postes, ouf. Alors, Sardou fasciste ? Pas pour si peu, mais d'un certain côté de la barrière, là oui...

Conjonction d'une opération politique et d'une opération financière, le « phénomène Sardou » est un bon exemple de la capacité des médias à répondre aux intérêts du show-biz. Son retournement fait penser aux conclusions d'une étude de marketing montrant que la suprématie au hit parade des radios ne correspond pas à la demande réelle du public. Higelin, Lavilliers, Ribeiro ne sont rien au hit parade, mais ils remplissent autant les salles que Sardou. Ils ont fait un choix conscient, de même, il y a une politique délibérée pour les marginaliser sur les ondes...

Un comité anti-Sardou n'est pas plus dirigé contre l'individu que le comité anti-Outspan contre l'orange. C'est Zeppelin qui personnalise à outrance et qui sous le coup des confidences

Payer sa place ?

A la fête de Rouge, notre ami Ernest (Mandel), expliquait fort justement que lorsque le prolétariat aurait pris le pouvoir, il pourrait et devrait se payer le luxe de laisser s'exprimer les réactionnaires. Les laisser s'exprimer, oui bien sûr... mais est-ce à dire que nous n'aurons plus nous-mêmes d'autre choix que de les applaudir ? Et sinon faut-il payer sa place pour pouvoir aller siffler l'apologie du meurtre légal ? L'autocritique du camarade Zeppelin ne va pas assez loin - trop de lest peut-être ? - pourquoi ne nous explique-t-il pas que le Parisien Libéré quand il destille sa pourriture insidieuse ou pa, à longueur de colonnes pour de pauvres gens que d'autres exploitent ont abrutis au point de leur ôter tout jugement... pourquoi ne nous explique-t-il pas que ce faisant le Parisien en question exerce simplement et justement son droit et que, puisqu'il ne s'agit pas de barres de fer... ?

Excuse-moi, camarade Zeppelin, mais je n'arrive pas à concevoir de condamner aujourd'hui ceux qui, indignés de l'exploitation par ce chanteur de la veine profitable qu'était la mise en paroles et musique des « réactions viscérales de millions de lecteurs du Parisien... », « sabotent », comme tu dis « ses concerts ». Ne sont-ce pas d'ailleurs ces « sabotages » qui, en provoquant chez lui d'utiles réflexions ont finalement aidé ce chanteur engagé d'un certain côté - par conviction ou pour le fric - à se convaincre qu'il faisait fausse route ?

Bien évidemment les Serge Lama et autres chanteur empoisonneurs non politiques telle que celle qui nous balance : « comme un garçon j'ai les cheveux longs... mais quand je suis dans ses bras... je ne suis qu'une fille » ne doivent pas nous laisser indifférents. Et il ne serait pas mal qu'il y ait, de la part des féministes révolutionnaires notamment quelques contre-manifestations pour faire réfléchir le public aussi sur la nocivité de ces gens là.

A. R., Creil



On s'en fout !

On se fout pas mal de savoir si Sardou est un poujadiste, ou fasciste ou socialiste, qui réagit triplement et dont les positions rejoignent certaines fois celles de la CGT. Il a une grande différence entre un ouvrier qui subit quotidiennement l'aliénation de la société capitaliste et un « mec », qui de par son pouvoir véhiculé et amplifié cette aliénation. En étant un vecteur de cette aliénation, on se bat contre, et il est bien regrettable que l'on ne le fasse pas aussi contre les Lama, Clay et autres.

Au niveau culturel aussi on a un travail de masse à faire, et ce n'est pas avec des articles de ce genre qu'on risque de faire avancer le niveau de conscience des

ouvriers qui lisent le Parisien. Au lieu de faire de l'opportunisme style petite bourgeoisie libérale (« il a bien le droit de faire son métier »), on ferait mieux d'impulser un débat sur la dite chanson populaire qui nous permettrait d'intervenir sur nos quartiers, facs, boîtes, etc... Notons au passage l'impact qu'a pu avoir la campagne anti-Sardou, et si on ne pouvait soutenir que Sardou soit empêché physiquement de chanter, il fallait dénoncer concrètement l'idéologie qu'il perpétue.

Des sympathisants de Jussieu

La besace du mendiant

(...) un premier argument appuie cette autocritique : Sardou ne fait que dire tout haut ce que la petite bourgeoisie pense ou fantasme tout bas, son idéologie n'est pas plus confuse que celle des grandes masses ouvrières encore imprégnées de l'idéologie dominante... La campagne anti-Sardou ne serait donc acharnée que contre le côté négatif de la « contradiction-Sardou », il s'agirait maintenant d'en redécouvrir le côté positif : « Le rire du sergent qui est une chanson sexiste, certes, mais antimilitariste aussi »

Nous faut-il donc choisir entre deux Sardou ? avec une petite préférence pour celui qui votera à gauche en 78 ? Le camarade Zeppelin redécouvre la nature de l'idéologie petite-bourgeoise, écartelée par la lutte des classes, mais il

n'a pas encore redécouvert la dialectique : il n'y a pas deux Sardou, mais un seul ; son émergence comme chanteur à succès, sa fonction « idéologique », et notre attitude politique envers lui, découlent de cette fusion d'ambiguïtés progressistes et de réalités réactionnaires qui a pour nom « poujadisme » ou « fascisme »

« Hitler, lui aussi, rassemblait toutes les formes de mécontentement dans la besace de mendiant du national-socialisme et menait la masse où elle le poussait » (Trotsky). Les militants allemands n'avaient que faire d'un pseudo choix entre le côté pile et le côté face du national-socialisme, ils devaient mener l'offensive contre le fascisme.

T. Didevic

Ce Lartéguy de la chanson

- Il ne s'agit pas de faire un autodafé avec les OSS ; il s'agit d'expliquer à quoi sert cette littérature.

- Il ne s'agit pas d'accueillir Sardou dans le camp des travailleurs sous prétexte que ses vers nationalistes fleurent bon aux narines des dirigeants du PCF et de la CGT, il s'agit de combattre contre vents et marées ce nationalisme.

- Il ne s'agit pas de s'extasier sur l'ambiguïté des chansons de Sardou, il faut considérer une fois pour toute que l'ambiguïté est réactionnaire.

- Il ne s'agit pas d'annoncer naïvement que Sardou « n'est pas un porteur de barre de fer » ; il y a un partage des tâches chez ces gens-là aussi ! Ceux qui portent les barres et s'en servent ne sont pas loin.

Aurons-nous tort de nous opposer aux récitals de Sardou et aux parades de la racaille qui l'entoure ? Certainement pas.

Zeppelin estime lui que Sardou a droit à la parole. Ne le suivons pas sur ce terrain. Sardou n'est pas près d'être interdit de parole. La bourgeoisie ne le privera pas ce droit. Elle se servira longtemps encore de ce Lartéguy de la chanson. Il ne nous appartient pas de le défendre.

J.N., Thionville

Lamentable Zeppelin

Nous le disons tout net : pour des raisons de principe nous sommes pour interdire dans le dictature révolutionnaire du prolétariat les manifestations du genre Sardou, OSS et autres. Il était donc juste d'aller saboter les meetings de Sardou et de le discréditer complètement. Il est simplement regrettable que Zeppelin

(rappelons que ce pseudo glorieux était aussi le nom d'un engin bien connu en Allemagne il y a quelques décennies...) se fasse le porte parole de la petite bourgeoisie poujadiste dans les rangs d'une organisation marxiste. Comme tel il mérite tout notre mépris militant.

Quel Corps ?

Au centre Beaubourg LE POETE LATINO AMERICAIN, OCTAVIO PAZ

Octavio Paz est un des plus grands poètes vivants de l'Amérique latine, si ce n'est le plus important.

Paz est aussi un intellectuel brillant, dont la réflexion ne connaît pas de frontières.

Comme beaucoup d'autres écrivains latino-américains, il est un homme de gauche, jaloux de son indépendance.

Pourtant, il partage une caractéristique de pas mal d'intellectuels mexicains, ses compatriotes, dont l'origine est certainement l'attraction incessante de la révolution de 1910 : une espèce de valse-hésitation entre le pouvoir et l'opposition, une succession de postes (et d'honneurs) officiels et de démissions fracassantes pour marquer ses distances. Ainsi, les propos récents tenus à Jérusalem (comme quoi il y aurait davantage de « démocratie » en Israël que dans n'importe lequel des pays arabes), à l'occasion d'une remise de prix littéraire, seront fermement désapprouvés par tous ceux qui connaissent la nature du régime sioniste et l'enjeu de la lutte engagée dans le Moyen-Orient.

Néanmoins, les différences politiques ou autres ne devraient pas nous empêcher de

Zapata, auprès du gouvernement des Etats-Unis.

En 1937, Octavio Paz est à Madrid, où il assiste à un congrès d'écrivains, en pleine guerre civile, et rencontre Hernandez, Cernuda, Alberti, Neruda, Vallejo. La trahison de la Révolution espagnole fait de lui un socialiste antistalinien.

A travers Benjamin Péret et Leonora Carrington, il tisse des liens avec le surréalisme. A Paris après la Libération, il maintient des contacts fréquents avec André Breton et ses camarades, collabore à leurs publications et activités.

En 1945, il devient membre du corps diplomatique. Alors qu'il était ambassadeur du Mexique en Inde, en 1968, il démissionne pour protester contre le massacre d'étudiants à Mexico.

Il a beaucoup voyagé, notamment aux Etats-Unis, en Inde, au Japon. Il s'intéresse à la littérature, à l'art et à la philosophie orientale et contribue à leur diffusion. Il a fait des cours dans des universités américaines, anglaises et mexicaines.

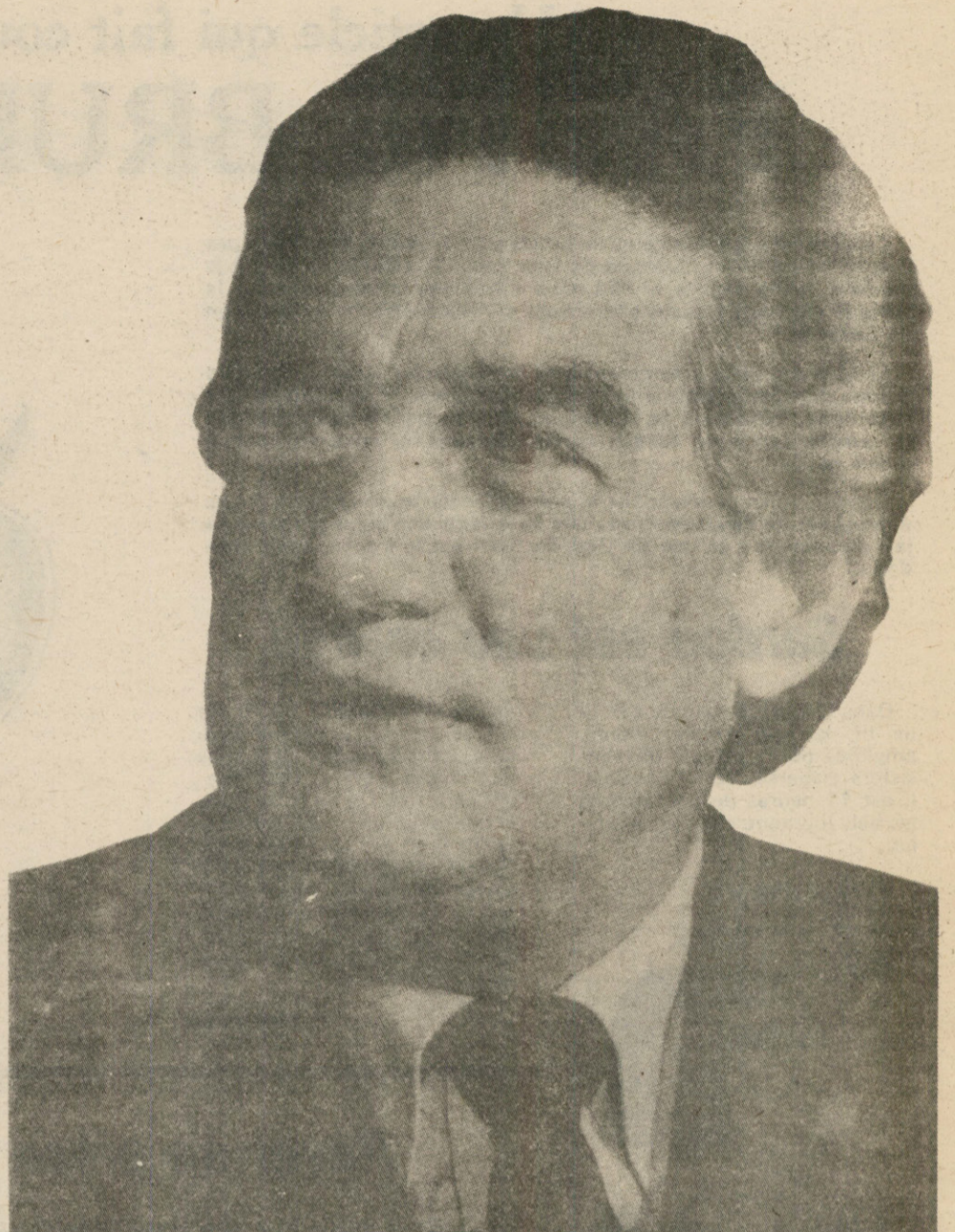
Ces dernières années, il a dirigé une importante revue culturelle, *Plural*, éditée par un grand quotidien de Mexico.

Courants alternatifs, Deux transparents : Marcel Duchamp et Claude Lévi-Strauss, Conjonctions et Disjonctions, Marcel Duchamp : l'apparence mise à nu, etc. et sa poésie, *Versant est, Mise au net, etc.* Pour ceux qui connaissent l'espagnol, ses principaux éditeurs sont Fondo de Cultura Economica, Joaquim Mortiz et Siglo XXI.

Paulo Antonio Paranagua
Maria Regina Pilla

Autour de Octavio Paz, avec le Jeune Théâtre national, au centre Georges-Pompidou, Paris IV^e, les 25, 26 et 27 mai à 20 h 30. Prix : 15 F et 10 F.

Rencontre avec Octavio Paz, le 26 mai à 18 h 30, au centre Pompidou également (grande salle, 1^{er} sous-sol).



Un fragment de « Pierre de soleil »

(Trad. Benjamin Péret)



connaître son œuvre. Un spectacle avec des textes de Octavio Paz et une rencontre-débat avec lui, ces jours-ci au centre Pompidou, peuvent nous y aider.

La solitude est le point de départ de l'œuvre de Octavio Paz, vouée à la réalisation pleine de l'homme, par l'image poétique, l'amour sexuel ou l'expérience mystique. Son long et beau poème *Pierre de Soleil* réconcilie les préoccupations sociales et hermétiques, l'amour et l'isolement, l'histoire et l'éternité, dans une unité des contraires placée sous le signe de la « pierre de soleil », le calendrier des Aztèques.

Quelques points de repère

Octavio Paz est né à Mexico en 1914. Son père, avocat, participe à la Révolution mexicaine et représente le leader paysan, Emiliano

Il démissionna en 1976, pour protester contre la mainmise gouvernementale sur la presse au cours de la campagne électorale présidentielle.

Vous pouvez trouver un très bon recueil de poèmes d'Octavio Paz, à un prix accessible, dans la collection Poésie, de Gallimard : *Liberté sur parole*.

Avec un peu de chance, vous trouverez dans certaines librairies, bibliothèques ou chez des amis, le *Octavio Paz* de la collection Poètes d'aujourd'hui, présenté par Claire Cécé, épuisé chez l'éditeur Seghers.

Gallimard a publié en France la plupart des ouvrages de Paz, notamment ses deux essais les plus importants : *l'Arc et la Lyre*, une réflexion passionnante sur l'expérience poétique, et *le Labyrinthe de la solitude*, une stimulante analyse de la réalité mexicaine, ainsi que ses multiples essais esthétiques, politiques, philosophiques et anthropologiques plus récents,

Madrid, 1937.

Sur la place de l'Ange, les femmes
Cousaient et chantaient avec leurs enfants,
Puis on sonna l'alarme et il y eut des cris,
Des maisons agenouillées dans la poussière,
Des tours fendues, des fronts salis de crachats
Et l'ouragan permanent des moteurs :
Tous deux se dévêtirent et s'aimèrent
Pour défendre notre part éternelle,
Notre ration de temps et de paradis,
Toucher notre racine et nous reconquérir,
Retrouver notre héritage arraché
Par des voleurs de vie il y a mille siècles,
Tous deux se dévêtirent, ils s'embrassèrent
Parce que les nudités enlacées
Franchissent le temps et sont invulnérables,
Rien ne les touche, elles reviennent au commencement,
Il n'y a toi ni moi, demain ni hier ni noms,
Ni double vérité dans un seul corps, une seule âme,
Etre total...

chambres à la dérive
Entre des villes qui coulent à pic,
Des chambres et des rues, des noms comme des blessures,
La chambre avec des fenêtres donnant sur d'autres
chambres

Avec le même papier décoloré,
Où un homme en chemise lit le journal
Où une femme repasse ; la chambre claire
Que visitent les branches du pêcher ;
L'autre chambre : dehors toujours il pleut
Et il y a une cour et trois enfants rouillés ;
Des chambres qui sont des navires qui se balancent
Dans un golfe de lumière ; des chambres

Le silence se répand en ondes vertes,
Tout ce que nous touchons devient phosphorescent ;
Mausolées de luxe, les portraits
Déjà rongés, les tapis usés,
Pièges, cellules, cavernes enchantées,
Volières et chambres numérotées,
Tous se transfigurent, tous volent,
Chaque moule est un nuage, chaque porte
Donne sur la mer, les champs, l'air, chaque table
Est un festin ; fermées comme des coquillages,
Le temps inutilement les assiège,
Il n'y a de temps ni de mur : espace, espace,

Ouvre la main, cueille cette richesse,
Prends les fruits, mange la vie,
Etends-toi au pied de l'arbre, bois de l'eau !
Tout se transfigure, tout est sacré,
Chaque chambre est le centre du monde,
Est la première nuit, le premier jour,
Le monde naît lorsqu'elle et lui s'embrassent,
Goutte de lumière aux entrailles transparentes
La chambre comme un fruit s'entrouvre
Ou éclate comme un astre taciturne
Et les lois rongées par les rats,
Les grilles des banques et les prisons,
Les grilles de papier, les fils de fer barbelés,
Les timbres, les épines et les piquants,
Le sermon monocorde des armes,
Le scorpion mielleux à barrette,
Le tigre à gibus, président
Du Club Végétarien et de la Croix-Rouge,
L'âne pédagogue, le crocodile
Jouant au rédempteur, le père des peuples,
Le Chef, le requin, l'architecte
De l'avenir, le cochon en uniforme,
Le fils préféré de l'Eglise
Qui lave sa noire denture
Avec de l'eau bénite et prend des leçons
D'anglais et de démocratie, les parois
Invisibles, les masques pourris
Qui séparent l'homme des hommes,
L'homme de lui-même s'écroulent
Pendant un instant immense et nous entrevoyons
Notre unité perdue, la détresse
D'être, la gloire d'être encore,
Le partage du pain, le soleil, la mort,
La stupeur oubliée de vivre ;

Aimer est combattre, le monde change
Quand deux amants s'embrassent, les désirs
s'incarnent,

La pensée s'incarne, des ailes croissent
Sur les épaules de l'esclave, le monde
Est réel et tangible, le vin est vin,
Le pain retrouve sa saveur, l'eau est de l'eau,
Aimer est combattre, ouvrir les portes,
Cesser d'être un fantôme avec un matricule
Condamné à la chaîne perpétuelle
Par un maître sans visage ;



• PEINTURE

POLI S.A. L.T.D.

Les titres des toiles de Jacques Poli nous font découvrir un univers étrange : Heinlein, Racine, Secotex, Secomag, Fraises... C'est une véritable nomenclature de la Machine qui s'offre à nous. Tout à coup se dévoile l'univers technique, véritable terreau de notre monde. Ce réel immédiat (que ne connaissent que ceux qui travaillent dans les lieux que peignent ces machines : l'usine) c'est la sève du travail de Poli. Ces toiles ne renvoient pas aux référents traditionnels de bien des peintures. Ce qu'elles semblent « convoquer » relève bien plus du catalogue industriel, du dessin technologique, du plan de machine que du texte religieux, historique, etc.



Cet univers industriel constitue l'arrière-fond vital de l'œuvre de Poli... et pourtant c'est tout autre chose que la fascination apologétique de la technicité moderne.

Déjà, dans les toiles antérieures, l'objet est certes représenté, mais hors de sa configuration « normale »

C'est pris dans un rapport de forces, de tension, de mouvement, qu'il nous est exposé. Non seulement, l'outil est détourné de sa situation, du

rapport social qu'il induit, mais sa fonctionnalité « s'éparpille » dans un éclatement formel qui la détruit. Et l'intervention de la couleur

redouble ce « brouillage » par de perturbants effets de plaisir.

Dans les dernières toiles, l'outil s'épuise en tant « qu'image » et cet univers d'outils ne devient, comme le dit Poli lui-même, qu'un « vocabulaire formel » qu'il agence sur la toile dans un questionnement de formes et de couleurs... qui devient déraison, obsession, délire...

Du désaveu de la fonctionnalité « nécessaire des outils par leur décontextualisation », on aboutit à « l'obscénité » que peut avoir ce libre jeu de formes et de couleurs où le regard valse... quand il surgit dans le champ de ce qui est nommable quantifiable en termes de fonctionnalité, de productivité, d'exploitation.

Et cette passion de « peindre », ce désordre du plaisir vient déchirer le rideau cramoisi de notre vie quotidienne.

Philippe Legrand

• CINEMA

SUSPIRIA, de Dario Argento

du cinéma à coup de marteau

Un peu comme le faisait *Carrie* de Brian de Palma, *Suspiria* semble appartenir à une nouvelle génération de films fantastiques qui serait en train de se constituer sous nos yeux.

Cette nouvelle génération privilégie la violence et l'agression (aussi bien dans le film lui-même que dans son rapport au spectateur), sur les décombrés d'une rhétorique littéraire du fantastique qui a volé en éclats avec la crise de tous les procédés narratifs traditionnels. Le fantastique n'est plus, ni un

préalable, ni quelque chose qui viendrait subtilement « s'immiscer dans le quotidien », il est donné comme une sorte de vérité ultime et hystérique du cinéma (je filme donc je t'en mets plein la gueule !) selon une méthode qui n'est pas sans rappeler celle du western italien et reproduit le même écart avec son modèle original, *la Maison du diable* par exemple ou même *Rosemary's baby*.

Il y a une utilisation maximum, systématique, méthodique des moyens d'agression du cinéma

(cadres violents et sophistiqués, montage heurté, bande-son dévastatrice, utilisation obsessionnelle des filtres, etc.), et du cinéma fantastique en particulier qui débouche sur une sorte de volonté parodique exacerbée.

Si Dario Argento donne l'impression d'avoir fait son film à coups de marteau, c'est sans doute moins parce qu'il s'agirait de faire entrer quelque chose dans la tête du spectateur que parce que seul, le fait de surenchérir dans la violence permettrait d'exprimer sinon le fantasti-

que, du moins du fantastique.

Les bonnes âmes diront que tout cela est parfaitement vulgaire, démagogique et tout. Cette provocation délibérée, ce martelage persistant, cet hymne « obscène » aux pires ficelles du ciné est maîtrisé avec une sûreté et une intelligence assez rares. Encore, faut-il accepter d'être — de redevenir — spectateur, accepter d'occuper la position du putching-ball, ou celle du rat de laboratoire. Quoiqu'on en dise, ce n'est pas si dur...

P.G.

N'oubliez pas « Rouge » pendant vos vacances

Si vous partez en vacances n'oubliez pas de lire « Rouge » tous les jours, mais si vous n'êtes pas sûr de le trouver dans votre lieu de vacances, la meilleure solution pour assurer votre lecture quotidienne est de prendre un « Abonnement vacances ».

Vous avez le choix entre un abonnement de 15 jours, d'un mois ou de deux mois.

Si vous partez trop loin, vous pouvez vous abonner à votre adresse habituelle. A votre retour vous trouverez tous les journaux.

Pour ceux qui sont abonnés, il suffit de nous envoyer : votre adresse de vacances, la période choisie, et la dernière bande d'envoi. Si vous êtes abonné en France et si vous partez à l'étranger, nous vous ferons parvenir le détail des frais supplémentaires.

ABONNEZ-VOUS DES AUJOURD'HUI
Bulletin d'abonnement
(Envoyer le bulletin au service abonnement)

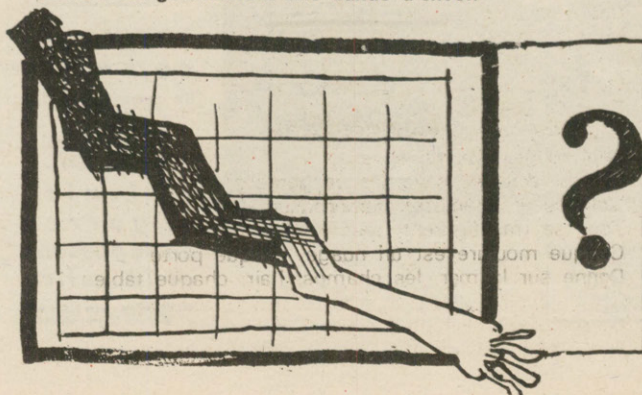
Nom
Prénom
Adresse
Ville
Code
Période du au

Tarif (encadrer le tarif choisi)			
Période	15 jours	1 mois	2 mois
France	30 F	55 F	80 F
Etranger	50 F	90 F	135 F

Pour les abonnements par avion et sous pli fermé demander les tarifs au service abonnement.
Chèques à l'ordre de Rouge

Changement d'adresse

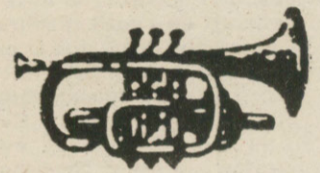
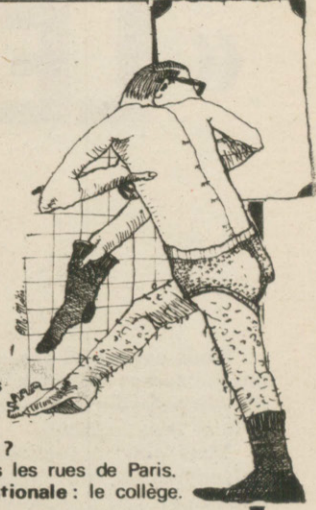
Ancienne adresse :
Nouvelle adresse :
Période du au
Joindre obligatoirement une bande d'envoi.



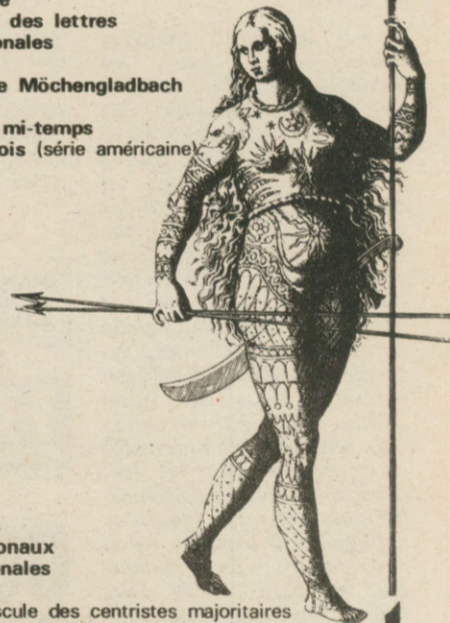
TELEVISION



- 12.15 Réponse à tout
- 12.30 Midi première
- 13.00 Journal
- 13.35 Les visiteurs du mercredi
- 17.55 L'atome (dessin animé)
- 18.00 A la bonne heure
- 18.35 Pour les jeunes
- 19.00 Bonsoir chef (feuilleton)
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Une minute pour les femmes
- 19.45 Eh bien, raconte
- 20.00 Journal
- 20.30 Où vont les poissons rouges ?
La fugue de deux enfants dans les rues de Paris.
La réforme de l'Education nationale : le collège.
Voir « Ce soir sur TF1 »
- 22.55 Débat
Avec Haby, Henry, secrétaire général de la FEN, Cornec, etc.
- 23.25 Journal



- 13.35 Télé régionale
- 13.50 Mercredi animé
- 14.00 Les après-midi d'Antenne 2
- 16.00 Un sur cinq
- 18.35 Astronut
- 18.45 Flash d'actualité
- 18.55 Des chiffres et des lettres
- 19.20 Actualités régionales
- 20.00 Journal
- 20.15 Liverpool contre Mönchengladbach
- 21.00 Journal
- 21.15 Foot-deuxième mi-temps
- 22.20 Capitaines et rois (série américaine)
- 23.00 Journal



- 18.45 Pour les jeunes
- 19.05 Magazines régionaux
- 19.20 Actualités régionales
- 19.40 Tribune libre
Le CDS, groupuscule des centristes majoritaires
- 20.00 Les jeux de vingt heures
- 20.30 Liza
Film franco-italien de Marco Ferreri (1971)
Avant « la Dernière Femme », Ferreri avait déjà traité la question du couple, de l'asservissement, de la destruction qui s'y produisent. *Liza* est une fable sur l'asservissement total et volontaire de la femme. Comme dans « la Dernière Femme », Ferreri filme sans thèse explicite. Bien se nettoyer les circuits yeux-méninges avant de voir le film.
- 22.00 Journal

ABONNEMENT

NOM: PRENOM:

ADRESSE:

VILLE: CODE POSTAL:

TARIF

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F
1 MOIS	40 F		65 F
2 MOIS	60 F		100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)

- Compter un délai de huit jours minimum entre la demande d'abonnement et la réception du premier numéro.
- Le chèque barré est à l'ordre de Société de presse nouvelle avec la mention « abonnement ».
- Pour les plis fermés et l'envoi par avion, écrire au journal.
- Pour tout changement d'adresse, réabonnement, interruption d'abonnement, joindre 2 F en timbres.
- Pour toute correspondance, joindre une bande d'abonnement.

24 Mai 68

« LE POUVOIR A LE POUVOIR. PRENEZ-LE LUI »

Nous avions 20 ans, ou à peu près. Nos 20 ans en tout cas en furent marqués. Et c'était le bel âge de la vie. Pas d'« Aden-Arabie » à notre horizon, à nous qui pourtant avions tant lu Nizan.

Mais nous avions entendu l'appel du Che et célébré l'offensive du Têt, l'attentat récent contre Rudi Dutschke nous avait fait descendre dans la rue. Après Rome, Berlin, Varsovie : Paris. Notre génération politique faisait ainsi son entrée dans la vie au moment où craquait visiblement le monde. Des générations et des générations s'étaient épuisées à concrétiser l'espoir de la révolution socialiste. Nous avions 20 ans, et cette révolution nous la frôlions, la touchions presque du doigt, comme si cela allait de soi. Un privilège qui se paye cher, plus tard, quand, à la grâce des nuits rouges, doit succéder la lutte au quotidien, la construction patiente de l'outil révolutionnaire.

Mai 68 se jalonne de ce que la presse appelait alors les « vendredis rouges » : combats de rues et barricades. A chacun d'entre eux se faisait comme un tournant. Tout pouvant être remis en question. Celui du 10 mai, avec les barricades de la rue Gay-Lussac, avait contraint les directions syndicales à la grève générale. Celui du 24 voyait un Paris quasiment désert de pouvoirs publics — à l'exception des flics, bien entendu. Ce vendredi-là mit surtout le projecteur sur la réalité de la politique menée par les directions ouvrières. Neuf ans après, à la veille d'échéances politiques que chacun pressent d'envergure, les leçons restent des plus valides.

« A l'époque de l'impérialisme, dans tous les domaines de la vie sociale, on voit s'accumuler des matières inflammables et se créer de nombreuses causes de conflits, de crises et d'aggravation de la lutte des classes. Nous ne savons pas — nous ne pouvons pas savoir — dans cette masse d'étincelles qui jaillissent maintenant de partout, quelle étincelle pourra allumer l'incendie dans le sens d'un éveil particulier des masses. Aussi devons-nous mettre en action les principes communistes pour préparer tous les terrains, même les plus anciens, les plus amorphes, les plus stériles en apparence, sinon nous ne serons pas à la hauteur de notre tâche, nous serons exclusifs, nous ne prendrons pas possession de toutes les armes. » Qui parle ? Un phraseur de la Sorbonne ou de l'Odéon, un exalté gauchiste tonnant du haut de son tas de pavés ? Non : Lénine. En première page du numéro d'Avant-Garde-Jeunesse en date du 18 mai. Les manifestants de cette fin d'après-midi du 24 mai, qui ont jeté un coup d'œil sur le canard de la Jeunesse communiste révolutionnaire, ont là matière à comprendre un peu mieux les événements du jour.

Quand l'extraordinaire devient quotidien

Où en est-on ? Depuis plus d'une semaine, la révolte s'est décentrée. Des facs et des rues du quartier Latin ou elle a surprise, elle est passée aux usines, aux bureaux, à tous les secteurs de l'activité sociale, là, elle inquiète. Aux immenses manifestations du 13 mai ont répondu les grèves avec occupation (et séquestrations) de Sud-Aviation, à Bouguenais, de Renault à Cléon. Lockheed à Beauvais, Unelec à Orléans ont suivi. Et puis, Billancourt. Tout vacille. Le pays institutionnel se paralyse, le pays réel est en effervescence. L'extraordinaire devient quotidien, la parole se

qui aille maintenant de soi. Malgré les lacrymogènes, on respire, enfin.

« Le pouvoir avait les universités, les étudiants les ont prises. Le pouvoir avait les usines, les travailleurs les ont prises. Le pouvoir avait l'ORTF, les journalistes lui ont pris. Le pouvoir a le pouvoir. Prenez-le lui. » C'est écrit sur les murs, un peu partout, et ça résume fortement la situation en ce 24 mai.

Le 22, à l'Assemblée nationale, la motion de censure a été mise en échec, sans surprise. C'est la première fois de tout le mois qu'on s'occupe de ce qui se passe à l'extrémité du boulevard Saint-Germain. Commentaire des manifs : « Le pouvoir est dans la rue. » Voire...

Deux manifestations

De fait, le petit monde politicien grenouille. Mendès, relayé par certains militants du PSU, échafaudes des solutions. Mitterrand joue tour à tour les procureurs et les successeurs. Chirac, ministre de

l'Emploi, rencontre Georges Séguy dans un square discret pour préparer le terrain à des négociations au sommet. Le principe en est vite acquis, mais dans le dos des travailleurs, dès le 23. La direction de la CGT, qui n'a toujours pas digéré l'unité d'action forcée du 13 mai, s'en prend de plus en plus violemment aux « groupuscules gauchistes » et à la direction « irresponsable » de l'UNEF.

Le 24, doivent avoir lieu plusieurs manifestations. La première est appelée par la CGT. Elle a pour but de montrer dans la rue la force des travailleurs qui occupent leurs usines. A Paris, la CGT organise deux cortèges distincts. L'un de Bastille à Havre-Caumartin, l'autre de Balard à la porte de Choisy. Le service d'ordre est particulièrement vigilant : il s'agit d'éviter tout débordement. Car le risque est réel, pour les bureaucrates, de se voir concurrencer par l'autre manif, celle des « gauchistes ».

En effet, pour riposter à l'interdiction de séjour de Daniel Cohn-Bendit, pour répondre au vote parlementaire et pour soutenir les lut-

tes prononcées le 21 mai, l'UNEF, les CAL, le « 22-Mars » appellent à cinq cortèges qui doivent converger à la gare de Lyon. De ce côté-là, les choses sont claires : le temps est venu de s'attaquer au pouvoir. Ce pouvoir qui n'a plus que le pouvoir. On parle d'aller vers l'Hôtel de ville, ce haut lieu de toutes les insurrections...

Les cortèges CGT drainent environ 80 000 personnes. C'est peu, très peu. Le 1^{er} Mai de ce mois-là, qui fut particulièrement traîne-savate et divisé (seuls appelaient la CGT et le PCF) comptait 100 000 manifestants. Ne parlons même pas de la démonstration unitaire du 13 mai qui a compté près d'un million de participants. Après la dispersion, rapide, ponctuelle de mise en garde contre les « gauchistes », nombreux sont les travailleurs qui rejoignent le cortège de la gare de Lyon.

Une nuit de combat

Ambiance chaude, très chaude. Et gaie. Un exemple parmi cent. De Gaulle parle ce soir-là. Il annonce un référendum sur on ne sait trop quoi, dont tout le monde se moque. On écoute les transistors. Il annonce que si les « non » l'emportent, il partira. On n'écoute même pas la fin. Qui lance l'idée de sortir un mouchoir ? Toujours est-il qu'en trois secondes, ce sont des milliers de mouchoirs — qui tout à l'heure serviront à se protéger des gaz — qui s'agitent. Pas de haine, mais une énorme dérision dans cet « Adieu, de Gaulle, adieu » qui monte au milieu des rires.

On est 100 000 ce soir-là. Plus qu'aux manifestations syndicales. Les combats commencent très vite, à Bastille où les flics sont en masse. Aux Halles aussi. Le cortège se disjoint, se regroupe, se disjoint à nouveau. Les escarmouches se multiplient, souvent très dures d'embellée. Belleville, Saint-Martin, les boulevards. La Bourse des valeurs flambe un peu, assez en tout cas pour qu'un symbole de plus s'écroule.

Séguy avait dit : « Cohn-Bendit : connais pas ». Devant l'Huma, on crie : « Séguy, connais pas », « Le PC dans la rue ». Et ça avance toujours. Le gouvernement, ou ce qu'il en reste, interdit aux reporters des stations périphériques de rendre compte par voiture-radio des affrontements. Depuis le temps que Pompidou fulminait contre « radio-émeute » ! Peine perdue, les riverains proposent leurs téléphones.

Les limites

On se retrouve à Opéra, un peu hésitants. La manifestation n'est pas dirigée, personne ne centralise vraiment les mille informations qui circulent. A l'évidence, les flics sont débordés. Les ministères sont vides. Il aurait été possible d'envahir celui des Finances, celui de la Justice. On y a



renoncé, dans la confusion. Durant quelques heures, tout se passe comme si Paris appartenait aux manifestants. Certes, rien n'était tenable à long terme. Pas plus l'occupation du ministère de la Justice que Louis Joxe avait quitté par la petite porte, que la rue Gay-Lussac quatorze jours plus tôt. Mais on pouvait montrer on ne peut plus directement la vacance du pouvoir. Les frontières du quartier Latin avaient été brisées, et pourtant, on retourne au quartier Latin-ghetto. Pour une nuit qui devient la nuit la plus violente de mai. On respire dans les beaux quartiers.

Le mouvement, ce soir-là, montre ses limites. Certains de ses dirigeants les connaissent depuis longtemps. C'est à un niveau de masse que les directions réformistes font la démonstration de leur irresponsabilité devant les tâches qui pourtant apparaissent à tous. Dès le 24, on sait que le PCF appelle à voter « non » à un référendum... que le mouvement de masse rendra impossible. Séguy a mitonné « Grenelle » avec Pompidou, par Chirac interposé. Grenelle où on n'obtiendra même pas les 1000 F minimum, ni l'abaissement de l'âge de la retraite, ni l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale. Grenelle où on ne parlera même pas de l'échelle mobile.

Le 24 mai : un pouvoir à ramasser et des directions ouvrières faillies. Une journée qui marque une éducation politique bien au-delà de ceux qui étaient effectivement dans la rue. Une journée des illusions aussi. Illusions sur un pouvoir qui pour n'avoir « que le pouvoir », et indépendamment de la médiocrité du personnel politique, gardait malgré ses vacillements toutes ses capacités de riposte. Illusions d'un mouvement tenant le pavé, mais confus souvent dans ses perspectives et sa tactique. Le bel âge de la vie pourtant, défini par la perspective d'une révolution, non pas réduite à un espoir lointain, mais tangible, concrète, passée à portée de la main. Une chance historique que tous les groupes politiques qui ont traversé Mai 68 n'ont pas toujours su comprendre. En mai, et surtout après.

J.-F. Vilar

Référendum : ce que de Gaulle proposera

sur le plan social et universitaire



● Rencontre syndicats-patrons aujourd'hui avec Pompidou

COMBATS JUSQU'A L'AUBE

DANS LE CAMP RETRANCHÉ

C'est la place Edmond-Rostand dévastée

DU QUARTIER LATIN



Barricades après barricades, les manifestants ont résisté au service d'ordre

Dans de nombreux points : brutales échauffourées

La C.G.T. avait organisé, dans l'après-midi, une manifestation qui s'est déroulée sans incidents

Lyon : sanglants combats Un commissaire tué

Nantes : violentes bagarres entre paysans et la police

Nos informations : pages 2, 3, 4, 5, 6 et 7. La page 10, notre page-photos

Nous reprendrons ce lundi (dans notre numéro daté de mardi) les rubriques habituelles : les « Potins de la Commère », le jeu des « 7 erreurs », le jeu du « dernier mot », notre page de bandes dessinées et le roman de Marcel Haendrich « Belle de Paris », que nous avons dû supprimer en raison des exigences de l'actualité et des difficultés de production et de diffusion.